

**Directeurs-Gérants :**  
**F. DE RODAYS** | **A. PÉRIER**  
 Rédacteur en chef. Administrateur.

**SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :**  
**Gaston CALMETTE**

**TÉLÉPHONE :** 102.46 Rédaction  
 102.47 Administration

**ANNONCES ET RÉCLAMES**  
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

# LE FIGARO

**H. DE VILLEMESSANT**  
 Fondateur

**RÉDACTION**  
**ADMINISTRATION — PUBLICITÉ**  
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS

**ABONNEMENT**

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.....	18 75	37 50	75
Union Postale.....	21 50	43	86

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

## L'homme des grands bars

On a raison de dire que, dans tous les drames, il y a une partie comique. Ainsi, dans cette enquête, d'un intérêt si tragique et si poignant, on trouve par instants des intermèdes gais et des personnages tout à fait folâtres. Le chef des policiers, par exemple, est un excellent numéro de revue, et on imaginerait difficilement un plus joyeux compère que l'aimable pince-sans-rire qui a les meilleures relations « dans la haute société » et dans les grands bars. Notre ami Cornély lui a déjà rendu hommage en passant, mais le type est de marque, et l'on en peut d'autant mieux reparler que les côtés joyeux n'abondent vraiment pas en cette affaire.

L'homme « de la haute société » et des grands bars incarne à merveille, le personnage dans toute sa beauté cette chose solennelle, vague, terrifiante et enfantine qui s'appelle la police secrète. Vous avez lu sa déposition : il voyait tout, il allait partout, il savait tout. Il ne quittait pas le duc de X... le prince de Z... n'avait pas de secrets pour lui. Dans la plus haute société, on lui faisait des confidences, et c'est ainsi qu'il a fini par savoir qu'on avait distribué des cartes pour entrer au Conseil de guerre. Ce sont là de ces renseignements très précieux que l'on ne saurait payer assez cher, et une police peut être fière quand elle a d'aussi fins limiers à son service.

Impossible de dire tout de l'homme des grands bars tenait ses informations de la meilleure source. C'est Joseph, le sommelier du cercle, qui l'avait renseigné. Joseph fréquentait, comme lui, la haute société ; ils s'y rencontraient, ils échangeaient leurs impressions. Et notre gentilhomme, quand il venait de voir Joseph, et que Joseph lui avait bien dit tout ce que se passait dans le grand monde, s'en allait au ministère où, dans le plus grand mystère, en toute confiance, il déposait les secrets dont il était porteur. Je parie que les braves gens du ministère ne lui demandaient même pas de qui il les tenait. Songez donc ! un homme qui fréquente la haute société et les grands bars. A qui se fierait-on vraiment si l'on ne se fiait pas à ces gens-là !

C'est pour de pareils gaillards, le côté vraiment admirable de ce métier, c'est l'absence de tout contrôle. Quand ils vous ont dit, le matin, au rapport : « Mon ami le duc de X... m'a raconté confidentiellement telle chose », il faut les croire sur parole et les régler argent comptant. Vous ne pouvez pas aller demander au duc de X... s'il a bien tenu à votre policier le propos en question. Et c'est alors un métier de tout repos, l'émergence tranquille à une caisse crédule et bonne enfant. Et jamais de chômage en perspective, car il n'est rien de plus facile que de rencontrer Joseph tous les jours, soit aux premières représentations, soit aux Concours hippique, soit au vernissage, soit à un five o'clock, soit à un garden-party, partout, en un mot, où les sommeliers ont l'habitude d'aller.

renseignement. Il n'y a pas de sot métier, comme disait l'autre ; le malheur est qu'il y a de malhonnêtes gens.

Il y a ceux aussi qui, une fois qu'ils se sont fait une conviction, n'en veulent plus démoder. C'est un autre genre de policier, le policier à la Gaboriau, se lançant à tout hasard sur une piste et voulant à tout prix qu'elle soit la bonne. Je ne sais quel vieil agent de la Préfecture de police professait cette maxime que lorsqu'un crime a été commis, il faut toujours commencer par arrêter quelqu'un.

Cela n'engage à rien, disait-il, puisque rien n'empêche plus tard de relâcher l'homme ainsi arrêté. Et, en attendant, c'est une satisfaction qu'on donne à l'opinion publique !

Seulement, il arrive que ce système préventif vous mène quelquefois un peu loin, et qu'avec la meilleure foi du monde, on s'expose à commettre des erreurs fâcheuses. Et je parie ici, notez-le bien, de la police qui se fait au grand jour, de celle dont chacun de nous peut contrôler les actes, et qui n'a rien de commun, heureusement pour elle, avec la police « de la haute société » et des grands bars. C'est celle-là qui, il y a quelque temps, avait, au lendemain du crime de Choisy-le-Roi, arrêté un chemineau qui avait, d'ailleurs, tout ce qu'il fallait pour être l'assassin. C'était un nommé Plateaux, dont les antécédents étaient déplorables, et contre lequel on réunissait, en un tour de main, plus de charges qu'il n'en fallait pour faire pendre dix hommes.

Par bonheur, le hasard, qui est, tout compte fait, le meilleur des policiers, voulut bien se mêler de l'affaire, et l'on découvrit le véritable assassin, qui ne s'appelait pas Plateaux, mais Sauton. On relâcha donc Plateaux et on coffra Sauton. Mais Plateaux, je vous en réponds, l'avait échappé belle. Déjà deux ou trois journaux avaient trouvé son attitude des plus cyniques. Il paraît qu'en prison il mangeait d'un fort bon appétit, et qu'il s'obstinait à nier son crime. Je crois bien qu'il s'obstinait, le malheureux ! Mais ça ne l'aurait tout de même pas empêché de s'en aller à l'échafaud, si le vrai criminel n'était tombé juste à temps entre les mains de la police.

Songez donc, lorsque avec de tels moyens de contrôle et d'investigation de pareilles erreurs sont possibles, invincibles même, songez à ce qu'il doit se passer quand on prend pour argent comptant les ragots ramassés entre deux cocktails, sur les comptoirs des bars ou dans l'intimité de l'office. Cette affaire Dreyfus aura toujours montré de quelle importance sont ces fameux « renseignements de police » et de quelle qualité sont ceux qui les donnent. Ce n'est pas d'aujourd'hui, il est vrai, que ces sources d'informations sont accueillies avec quelque scepticisme. Il y a un ou deux ans, au cours d'une discussion budgétaire, un député demanda à la tribune la suppression de ces dossiers que la police forgeait, disait-il, contre tous les personnages en vue. M. Barthou, qui était alors ministre de l'intérieur, en contestait l'existence ; et comme on ne paraissait pas très convaincu :

— En voulez-vous une preuve ? dit-il avec le plus grand sérieux. A mon arrivée au ministère, j'ai demandé le mien : on n'a jamais pu le trouver !

Le Passant.

## Échos

### La Température

La journée d'hier a été très belle ; le ciel était bleu, à peu de chose près sans nuages, le soleil brillant et fort réjouissant. Aussi beaucoup de monde dehors. Le baromètre en hausse marquant 770<sup>mm</sup>, néanmoins des mauvais temps sont à craindre en Bretagne. La température se relève en Angleterre et en Italie, alors qu'elle reste à peu près la même sur nos régions. Hier le thermomètre était à 19° à 8 heures du matin et à 15° 1/2 dans l'après-midi ; on notait 18° à Haut. En France le temps paraît se mettre au beau géométrique. Dans la soirée, le baromètre restait à 765<sup>mm</sup>.

### Les Courses

A 2 heures, Courses à Vincennes. — Gagnants de Robert Milton :

Prix du Fort : Cristal II.  
 Prix de Bondy : Martha II.  
 Prix du Bois-de-Boulogne : V'lau.  
 Prix du Terrier : Lisy.  
 Prix de Charentonneau : Tricolore.

### LA MAIN DE JUSTICE

Les membres de la Jeunesse royaliste annoncent que, dimanche prochain, ils se réuniront, sous la présidence de M. le comte Lanjuinais, pour fêter la Saint-Philippe.

Je recommande aux orateurs royalistes qui parleront ce jour-là de lire et de méditer la déposition de M. Hanotaux que nous avons donnée hier.

Depuis trente ans bientôt que les monarchistes luttent sans succès, il n'a jamais été rien dit d'aussi fort et d'aussi péremptoire contre la République et en faveur du régime de leur choix !

Que contient donc cette déposition ? Voici. Lorsqu'en 1894 le général Mercier révéla à ses collègues ses premiers soupçons contre Dreyfus, M. Hanotaux insista pour qu'on étouffât l'affaire et fit valoir les inconvénients, au point de vue international, d'une poursuite qui aurait pour base une pièce dont on ne pouvait révéler l'origine.

Il insista sur ses répugnances et renouvela ses objections lorsque le procès fut engagé.

Pour d'autres motifs, le général Sausier partagea cette manière de voir et se déclara opposé aux poursuites.

Mais le général Mercier ne voulut rien entendre.

Ainsi donc, le diplomate chargé de nos relations avec l'extérieur, le soldat qui en cas de guerre aurait commandé nos armées déclaraient qu'il fallait s'abstenir. Et on marcha quand même. Pourquoi ? Parce qu'il n'y avait personne pour départer ces avis contraires, pour pacifier ces ambitions, pour déjouer ces calculs.

Le président du Conseil ? Il se lavait les mains. Le Président de la République ? Il ne savait rien ; on le tenait à l'écart de tout.

Il n'y avait pas un homme qui considérât l'intérêt de la patrie comme son propre intérêt et qui fût en état de jeter sa volonté dans la balance, et de donner raison aux spécialistes ou aux politiques.

Chacun calculait la somme d'avantages ou d'inconvénients qu'apporterait ce scandale et marchait en conséquence.

Or, en monarchie, il y a un homme qui représente le pays devant l'étranger, et c'est le même qui commande les armées, et celui-là, il n'a qu'à parler, dans un cas pareil, et personne ne peut le soupçonner de connivence, de faiblesse ou d'intérêt personnel. Personne ne peut l'accuser de méconnaître l'intérêt du pays, puisqu'il l'intérêt du pays, c'est le sien. Personne ne peut le soupçonner d'abandonner l'armée, puisque l'armée c'est sa sauvegarde, sa gloire, sa force et sa grandeur. C'est le Roi.

Voilà ce qu'il faudrait exposer, avec plus de talent que je n'en ai, au banquet de la Saint-Philippe.

L'oserai-je ? Je le pourrai-t-on ? Hélas ! j'ai peur que non. Pourquoi ? Parce que certains royalistes se sont égarés au point de croire que le patriotisme consistait à nier la justice, et à se mettre quelques millions pour peser sur la pierre tombale d'un seul individu. Ils reviennent, j'en suis sûr, ils comprendront qu'on les a trompés, et ils confondront un jour ceux qui leur font prendre une maquette de garde-chiourme pour la main de justice, l'auguste main de justice que portait saint Louis et qu'il a léguée à sa lignée ! — J. CORNÉLY.

## A Travers Paris

Un portrait qui sera certainement très regardé au prochain Salon, c'est celui de M. Ballot-Beaupré, président de la Chambre civile à la Cour de cassation et rapporteur de l'affaire Dreyfus.

Malgré l'énorme travail dont il est chargé depuis quelque temps, l'éminent magistrat a trouvé cependant le temps de consacrer quelques séances à Mme Baur-Saurel, — en tout une dizaine d'heures. C'est assez dire que M. Ballot-Beaupré n'a pas que pour le visage et que l'artiste a dû se contenter d'un modèle pour travailler la robe. On dit l'œuvre tout à fait réussie.

Liste des dix premiers officiers admis à l'Ecole supérieure de guerre :

1. Cornu de Lafontaine, capitaine au 11<sup>e</sup> d'artillerie ;
2. Mesple, capitaine au 4<sup>e</sup> cuirassiers ;
3. Desclercq, lieutenant au 15<sup>e</sup> d'artillerie ;
4. De Grandrupt, lieutenant au 2<sup>e</sup> tirailleurs ;
5. Wehrlich, lieutenant au 6<sup>e</sup> génie ;
6. Grasse, lieutenant au 28<sup>e</sup> d'infanterie ;
7. Gassot, lieutenant au 26<sup>e</sup> d'infanterie ;
8. Gamelin, lieutenant au 102<sup>e</sup> d'infanterie ;
9. Archambault, lieutenant au 7<sup>e</sup> d'artillerie ;
10. Laporte, lieutenant au 7<sup>e</sup> bataillon de chasseurs.

M. le capitaine Mesple, qui a le numéro 2 dans cette liste, est le gendre du grand romancier Hector Malot.

### INSTANTANÉ

TRISTAN BERNARD

Un de nos plus féconds et de nos plus renommés humoristes. L'auteur de tant de comédies courtes, agiles, fantaisistes, d'un comique qui vous pince et vous chatouille, jusqu'à ce que vous éclatiez de rire, les *Pieds nus*, le *Cambrioleur*, le *Fardieu de la liberté*, *Silvère* (en collaboration avec le non moins fécond et le non moins renommé Alphonse Allais), l'*Anglais tel qu'on le parle*, que les habitudes de nos five o'clock ont si vigoureusement applaudi l'autre jour, et bien d'autres encore que l'on joue dans les grands et les petits théâtres.

Mais depuis hier Tristan Bernard est l'auteur des *Mémoires d'un jeune homme rangé*, une œuvre qui commence son chemin dans le monde littéraire, et qui en fera l'étoile. Les critiques vontovous en parler beaucoup, et vous y penserez beaucoup aussi dès que vous l'aurez lue.

Les *Mémoires d'un jeune homme rangé* sont les aventures merveilleuses d'un jeune homme à qui il n'arrive rien ; et je ne sais par quel prodige, il n'y a pas de récit plus palpitant, plus varié et plus d'aujourd'hui que celui-là.

Désirez-vous une petite description physique de Tristan Bernard ? C'est un garçon tout barbe, avec des épaules épaisses. Il s'avance sur vous en fronçant les sourcils, comme s'il allait vous frapper de son poing fermé ; et soudain il vous prend délicatement par un bouton de votre habit et vous dit les choses les plus aimables, cependant que le large écran de sa barbe noire vous cache le reste du monde.

Dans l'imposant cortège qui suivait hier le cercueil du regretté Edouard Pailleron figurait un des plus chers amis de l'illustre auteur dramatique, rentré ces jours derniers à Paris, et pour qui cette mort est un profond chagrin : Emile Ollivier, très entouré par les assistants à la funèbre cérémonie, était plus qu'un simple spectateur, c'était un participant. Nous en donnons avec joie l'heureuse nouvelle aux nombreux amis de cet homme d'Etat.

Paris comptera le mois prochain un nouvel hôtel, qui est assuré d'un succès colossal, parce que tout y est merveilleusement prévu et compris.

Il s'agit de « l'Elysée-Palace-Hôtel », cette splendide construction qui a été élevée, en moins de deux ans, dans l'avenue des Champs-Élysées, et qui sera, pour l'étranger comme pour le Parisien, l'une des curiosités de la capitale.

Un « lever de rideau culinaire » a précédé hier l'inauguration qui aura lieu le 4 mai.

M. Nagelmackers, dont la merveilleuse intelligence et l'incessante activité ont doté l'Europe de ses plus beaux hôtels, comme il l'avait dotée déjà de ses réseaux de wagons-lits et de trains de luxe, avait réuni quelques intimes pour cette inauguration avant la lettre, qui a charmé, séduit et enthousiasmé tous ses invités.

Un déjeuner de quarante couverts a été servi dans les caves, au milieu de 140.000 bouteilles de vins, qui ont été apportées là dès que les fondations de l'hôtel ont été terminées, c'est-à-dire depuis un an.

A la fin de ce déjeuner, original autant que réussi, après deux toasts charmants de M. Nagelmackers et de M. Jean Dupuy, sénateur, l'éminent directeur du *Petit Parisien*, les invités ont eu le plaisir de visiter en détail cet hôtel féérique où chacune des 300 chambres réunit tout le confort moderne dans ce qu'il a de plus pratique et où, de la cuisine aux mansardes, tout est parfait.

Dans le premier sous-sol, d'immenses chambres blindées sont garnies de coffres-forts aussi nombreux que les chambres des voyageurs, et dans chacun de ces coffres chaque voyageur pourra placer ses valeurs et ses bijoux.

Ce simple détail indique la perfection bien comprise de tous les autres détails.

C'est aujourd'hui que commencera dans les bureaux des percepteurs la distribution des petites plaques nickelées dont tous les cyclistes devront munir leurs machines.

Ces plaques très simples, portant au centre d'un petit écusson au cadre orné le millésime 1899, ont été gravées dans les ateliers de la Monnaie.

Comme un anneau de flançailles, le percepteur les passera aux guidons des machines, et tout cycliste que l'on rencontrerait, à partir du 1<sup>er</sup> mai, en compagnie d'une bicyclette illégitime serait passible d'une contravention.

A propos de l'exposition de la collection de Victor Desfossez, qui s'ouvre aujourd'hui dans sa galerie de la rue Gallié, il convient de rappeler quelques-uns des chefs-d'œuvre réunis par ce grand amateur d'art. Corot y est représenté par des toiles célèbres : *la Toilette*, *l'Atelier*, *la Cigale*, *la Jeune femme jouant de la guitare*, *le Pêcheur napolitain*, *le Saint-Sébastien* ; des figures d'une importance capitale dans l'œuvre du maître, ainsi que deux autres toiles, *la Vue de Soissons* et *le Pont de Narni* ; ce dernier n'est autre que le premier envoi de Corot aux Salons (1827).

Millet, avec ses figures décoratives, l'Élé et l'Hiver, est représenté par un pastel admirable, *les Fois*, et une marine extraordinaire, *la Barque*.

D'ailleurs il faudrait citer une à une les œuvres réunies en cette collection : *l'Atelier* de Courbet ; *le Laitier* de Daubigny ; *la Mare de Diaz*, *la Forêt de Fontainebleau* de Rousseau, *la Mise au tombeau* d'Eug. Delacroix, *la Mère et la Fille*, de Tassart, *la Vache blanche* de Troyon ; et parmi les contemporains, les merveilles de Besnard, Carrière, Cazin, Henner, Monet, Raffaelli, Lucien Simon, Sisley, Richard Rant, Fritz Thaulow, etc., etc.

Demain, exposition publique ; vente, mercredi 26 avril.

Mlle Yahne, la charmante artiste qui triomphe chaque soir dans *Colinette*, à l'Odéon, nous écrit :

— Vous-mêmes me rendrez le service de couper les ailes à un canard qui a pris son vol dans un journal d'hier matin ? On a prétendu qu'une modiste me poursuivait devant les Tribunaux pour une facture de chapeaux. Ma modiste est Mme Carlier, la célèbre modiste de la rue de la Paix ; je n'ai avec elle aucune contestation et elle serait bien étonnée de cette information, car elle me fait les plus gracieux chapeaux qu'il soit possible de faire, et elle ne songe pas plus à me poursuivre que je ne songe à l'abandonner.

Agitez, etc.

L. YAHNE.

Les belles étrangères que le printemps nous ramène, avec les hirondelles et les fleurs, ne quitteront plus maintenant Paris sans emporter quelques-uns de ces délicieux Emoux-Miniatures qui ont fait la réputation de la rue Meyerbeer, et qui sont un des plus séduisants spécimens de l'art parisien.

## Hors Paris

Toutes les villes du Chili emploient aujourd'hui des femmes comme « conductrices » de tramway. C'est à Valparaiso et à Santiago, les deux principales villes du Chili, que ce système fonctionnelle de la façon la plus complète et la plus heureuse.

Les « conductrices » portent un uniforme en drap bleu, avec un tablier blanc, noué par un ruban rouge. Ajoutez à cela un large chapeau de paille blanche, également orné d'un ruban rouge.

Elles ont en bandoulière deux sacoches en cuir, l'une à courroie fauve, l'autre à courroie noire. L'une de ces sacoches est destinée à renfermer la recette, dans l'autre on met une provision de sandwichs et un carafon de vin.

Le service est de dix heures, sauf le dimanche.

Envoyé à nos féministes.

Tout ce qui intéresse Dieppe intéresse Paris, et voici venir la saison pendant laquelle Dieppe et Paris ne font qu'un. M. Bloch, à qui la ville de Dieppe vient de renouveler la ferme des Bains de mer, a bien employé le temps écoulé depuis la saison passée. Il nous prépare pour celle-ci un programme artistique digne de la réputation qu'il s'est acquise auprès des Parisiens et des Dieppois.

## Nouvelles à la Main

Notre confrère Z... est en proie à un importun qui veut absolument lui infliger la lecture d'un factum où il a énuméré les réformes qu'il rêve : réformes dans la police, dans l'administration, etc.

Z... se résigne à parcourir le manuscrit, mais il s'interrompt à la première phrase.

— Je vois, dit-il au fâcheux, que vous êtes aussi pour la réforme de la grammaire !

X... passe à la fois pour négliger les soins élémentaires de toilette et pour un mauvais camarade, jaloux de la réussite d'autrui.

On parlait de lui à propos de l'insuccès au théâtre d'un de ses amis :

— Je parierais que X... va se froter les mains.

— Si ça pouvait être avec du savon !

Le Masque de Fer.

## ÉLECTION LÉGISLATIVE

**LOIR-ET-CHER**  
 Arrondissement de Vendôme  
 SCRUTIN DE BILLOTTAGE  
 Inscriptions : 23.264. — Votants : 12.788  
 M. David, républicain..... 10.763 ÉLU  
 En remplacement de M. Gaston Bozérian, décédé.

## M. Drumont à Alger

(Par dépêche de notre correspondant particulier)  
 Alger, 23 avril.

Les antijuifs avaient décidé de se porter aujourd'hui en masse sur Sidi-Ferruch où, comme on sait, est interné Max Régis. Cette excursion devait être doublée d'une manifestation. A sept heures du matin, plusieurs centaines de voitures se trouvaient au lieu du rendez-vous. MM. Edouard Drumont, député ; Voinot, maire d'Alger ; Jean Draut, Lionne, etc., faisaient partie de l'expédition. Aucun incident sérieux ne se produisit à l'aller, et, vers onze heures, le député d'Alger, accompagné d'amis personnels de Max Régis, put rendre visite au prisonnier.

Plus mouvementé fut le retour. Le cortège s'était considérablement accru et il formait une longue file de véhicules en tête desquels se trouvaient le député et le maire d'Alger. Par mesure de prudence, l'autorité supérieure avait fait barrer la route d'El-Biar par la gendarmerie et par un peloton de zouaves commandé par un lieutenant. La villa Olivier, résidence de M. Laferrière, gouverneur général de l'Algérie, est, en effet, située à proximité de la route, et des scènes regrettables, sinon des désordres, étaient à craindre.

Quand le cortège des antijuifs arriva à El-Biar, vers sept heures du soir, il fut arrêté, d'un officier, l'ordre de bifurquer par la route de la Colonne-Voirol. M. Jean Draut protesta avec violence. Il aurait même, d'après le bruit qui court, crié : « A bas Laferrière ! » Il fut aussitôt arrêté.

M. Edouard Drumont, revêtu de son écharpe descendit alors de voiture et voulut forcer le passage. Le maire d'Alger l'imita, et s'adressant au lieutenant commandant le détachement de zouaves, il lui dit :

— Il ne reste plus qu'à nous arrêter !

— C'est ce que je fais ! riposta l'officier.

MM. Edouard Drumont et Voinot furent mis immédiatement en état d'arrestation et emmenés à la gendarmerie d'El-Biar.

Entre temps, M. Lionne, conseiller municipal antijuif, était également incarcéré.

C'est un commissaire de police d'Alger qui procéda aux arrestations de MM. Drumont, Voinot, Lionne et Jean Draut. Le maire d'El-Biar, M. d'Aurelle de Paladines, averti de ce qui se passait, se porta immédiatement sur les lieux et protesta énergiquement contre l'usurpation de fonctions faite sur le territoire de sa commune.

— J'ai des ordres, dit le commissaire. Comme M. de Paladines protestait avec véhémence, il fut arrêté à son tour et conduit chez M. Laferrière, gouverneur général, qui donna ensuite l'ordre de le relâcher. Une délégation antijuive se rendit également chez le gouverneur général pour demander la mise en liberté de M. Drumont. M. Laferrière consentit à céder à ces instances, à la condition qu'aucun manifestant ne chercherait à enfreindre les ordres de l'autorité, qui comportaient, comme on sait, un changement d'itinéraire. Ainsi fut fait.

L'arrestation de MM. Jean Draut et Lionne fut cependant maintenue, et ces messieurs ont été transférés ce soir à la prison de Barberousse.

Le bruit court que des mesures de rigueur auraient été prises par l'autorité supérieure, à la suite de ces faits, contre le maire et la municipalité d'Alger.

La foule manifeste bruyamment dans les rues et sous les fenêtres du Royal-Hôtel, où M. Drumont arrive à neuf heures et demie. On lui fait une ovation. Vingt-deux arrestations ont été opérées. Un commissaire de police et un agent ont été blessés par un coup de pierre.

A dix heures, le calme était rétabli.

R. Marie-Lefebvre.

## LE DOSSIER DE L'ENQUÊTE

DE LA

## COUR DE CASSATION

(SUITE)

Le Figaro publie aujourd'hui les documents suivants :

Déposition de M. Strong ;  
 Déposition de M. le général Billot, à propos de la dépêche Panizzardi.

## Déposition de M. Rowland Strong

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1899

M. Strong. — Dans le mois d'octobre 1893, un journaliste anglais, M. Sherard, m'a prié d'interviewer Esterhazy pour un des journaux dont je suis le correspondant. Un rendez-vous a été organisé dans les bureaux de la *Libre Parole* par M. Sherard et je m'y suis rendu.

Je devais interviewer Esterhazy. De la *Libre Parole*, nous l'avons, M. Sherard et moi, conduit à l'hôtel Continental, où était descendu M. Murray, correspondant spécial du *Daily News*, lequel devait aussi interviewer Esterhazy.

La conversation que nous avons eue avec Esterhazy a été publiée dans le *Daily News* et dans le *Pall Mall Gazette*.

Mon article, paru dans ce dernier journal, a été traduit et a été reproduit dans le *Figaro*. A ce moment, Esterhazy n'a pas dit qu'il fut l'auteur du bordereau.

Il disait que, comme preuve de la culpabilité de Dreyfus, l'état-major était en possession de 153 documents et il ajoutait que si Dreyfus venait à remettre le pied sur la terre de France, 150.000 hommes descendraient dans la rue, que lui, Esterhazy, se mettrait à leur tête, et qu'il y aurait 5.000 cadavres de juifs.

Six semaines à peu près s'étaient écoulées sans que je me fusse occupé de nouveau d'Esterhazy, lorsqu'un soir il est venu sonner chez moi, 20, rue Saint-Vincent-de-Paul.

On allait, m'a-t-il dit, lancer un pétard contre lui et contre l'état-major, dans un journal anglais, et il désirait savoir quel serait ce journal.

A ce moment même, je lisais dans la *Patrie* cette annonce d'un pétard, mais je ne savais pas quel il devait être.

Toutefois j'avais précisément diné la veille avec un homme de lettres anglais, M. Melmoth, qui connaissait M. Blacker, ami de Conybeare.

M. Melmoth m'avait, à ce dîner, raconté l'histoire de la scène entre un agent d'une puissance étrangère et Esterhazy, scène au cours de laquelle Esterhazy avait menacé cet agent de lui brûler la cervelle et de se tuer lui-même après, si l'agent dont il s'agit n'affirmait pas la culpabilité de Dreyfus.

J'ai supposé que la publication de ce fait pourrait bien être le pétard que craignait Esterhazy, et alors j'ai mis Esterhazy en rapport avec M. Melmoth.

De cette façon, Esterhazy a été renseigné.

Plus tard, il m'a dit, mais j'ignore si c'est exact, avoir communiqué (sic) ce renseignement à M. le général de Pellieux. Esterhazy venait souvent chez moi, j'ai le téléphone ; il s'en servait pour parler à la *Libre Parole* habituellement et aussi fréquemment à M. Arthur Meyer, du *Gaulois*, une seule fois il a téléphoné à M. de Rodays, du *Figaro*.

A la même époque, je le voyais assez souvent dans un café, 1, boulevard Denain. Il me disait des choses si peu intéressantes, à cette époque, que je ne les envoyais même pas à mon journal.

Puis Esterhazy a été arrêté et a été détenu pendant quelque temps.

A sa sortie de prison, je lui ai fait savoir par mon secrétaire, M. Guillaud, meurant 29, rue Hennequin, que s'il avait quelque



écrit à Drumont de même que quelques jours avant à Rochefort en les priant de s'occuper un petit peu plus d'Estherazy : en effet, ce dernier se plaignait de ce que Drumont était allé à la campagne et Rochefort aux bords de mer au lieu de s'occuper activement de le défendre dans leurs journaux.

Le soir donc, au café, sortant du Conseil d'enquête, Estherazy continua à m'annoncer qu'il dirait tout ce qu'il savait sur tout le monde.

Il traita d'abominables les procédés de l'état-major, non pas seulement à l'égard de lui, Estherazy, mais également à l'égard de Dreyfus ; sans doute, disait-il, Dreyfus est coupable ; mais, pour obtenir sa condamnation, l'état-major a eu recours à des moyens atroces.

Entendant cela, l'idée m'est venue, naturellement, que ce qu'il disait pourrait s'appliquer peut-être au bordereau.

J'ai alors rappelé à Estherazy que, suivant sa propre théorie, lorsque j'avais fait une démarche au près de mon ami, M. Léon Daudet, pour que celui-ci lui fût favorable, M. Daudet m'avait répondu qu'il se pourrait bien qu'Estherazy ne fût ni un traître ni un bandit, mais qu'il était certainement l'auteur du bordereau.

Je n'ai pas, cependant, par une question formelle, prié Estherazy de me dire ce qu'il en était ; je me suis borné à lui rappeler ce que m'avait raconté M. Léon Daudet.

Estherazy m'a écouté en silence (sic) et s'est tu encore pendant un moment lorsque j'ai eu cessé de parler.

Puis il s'est exprimé comme suit : — Eh bien ! écoutez donc. Si j'allais dans une rédaction de journal à l'étranger (car je ne puis le faire ici), et si je disais que je suis tel et tel, et que je l'ai écrit dans telle et telle condition, ne croyez-vous pas que cela ferait sensation ?

— Sensation, oui, lui répondis-je, mais je crois que cela n'étonnerait pas beaucoup de monde.

Estherazy n'avait pas diné. Je l'ai accompagné chez Brébant.

Pendant qu'il dinait, je lui ai demandé :

— Mais pourquoi avez-vous écrit ce bordereau ?

Sans aucune hésitation, il m'a répondu : — Je l'ai écrit sur l'ordre exprès du colonel Sandherr.

Ensuite il s'expliqua :

— Si, dit-il, j'ai écrit le bordereau sur l'ordre du colonel Sandherr, c'est que l'état-major désirait posséder une preuve matérielle contre Dreyfus à l'égard duquel on n'avait que des preuves morales ; on avait dicté à Dreyfus des dispositions fantaisistes sur la concentration des troupes à la frontière italienne ; peu de temps après, on avait appris par les espions d'Italie que dans ce pays on avait pris les mesures propres à parer à la concentration fantaisiste dont il s'agit.

— Ainsi encore on savait que Dreyfus était allé en Belgique où il s'était mis en rapport avec un agent d'espionnage en compagnie duquel on l'avait vu au café du Grand Monarque. Et puis aussi on savait par un espion qu'une autre puissance possédait dans les bureaux de son état-major les documents énumérés au bordereau.

— On avait alors, ajoutait Estherazy, décidé d'arrêter Dreyfus et de le traduire devant un Conseil de guerre ; mais, pour avoir une preuve matérielle et pour assurer la condamnation, le colonel Sandherr m'avait dit à moi, Estherazy, d'écrire le bordereau et je l'ai écrit sans déguiser mon écriture.

— Lorsque Dreyfus a comparu devant le Conseil de guerre, le bordereau a été montré à ce Conseil.

— Le général Mercier avait donné l'ordre au Conseil de guerre de condamner Dreyfus, ce qui (c'est toujours Estherazy qui parle) n'avait d'ailleurs rien de spécial à cette affaire, les condamnations des Conseils de guerre étant prononcées par ordre supérieur. Malgré l'ordre donné, lorsque vint la délibération, un officier hésita.

— Prévenu par le colonel Henry que tout n'allait pas absolument comme il désirait, M. le général Mercier envoya, par un autre officier, montrer au Conseil de guerre le document où il y a : « Ce canaille de D... » et ainsi a été déterminée la condamnation.

Estherazy termina en disant qu'une fois chassé de l'armée, il ne pourrait rester en France, à cause des histoires de son cousin Christian.

Il parlait de se suicider.

Je lui fis observer que ce serait une fin non intelligente, car on ne manquerait pas de dire alors qu'il était, lui, le traître.

J'ajoutais qu'une fois qu'il aurait quitté l'armée, ce qu'il aurait de mieux à faire serait de raconter tout simplement le rôle qu'il avait joué.

Il parut alors renoncer à son idée de suicide, d'autant plus que je lui expliquai qu'on disait la vérité, il prendrait le meilleur moyen de se réhabiliter dans une certaine mesure.

— Je ne puis pourtant pas ramasser des bouts de cigare dans la rue ; il faut que je vive. Je n'ai pas de métier ; quand je ne serai plus soldat, je ne saurai plus que faire.

Il émit l'idée d'aller à Londres et de s'adresser à un journal riche qui l'aiderait à vivre jusqu'à la publication de son livre.

C'est dans ces conditions que je lui promis de m'adresser à cet effet à la *Pall Mall Gazette*, et, à défaut, à l'*Observer*.

Il est venu le lendemain pour savoir sur quelle somme il pouvait compter. Il parlait, d'ailleurs, d'autres révélations relatives aux faux *Blanche* et *Speranza* dont l'usage, disait-il, pourrait amener d'autres officiers en Cour d'assises.

Le tout devait donner matière à cinq articles.

J'ai parlé provisoirement de 50 livres par article, ajoutant que j'allais me rendre à Londres et que je tâcherais d'obtenir davantage, Estherazy craignant de ne pouvoir se tirer d'affaire à Londres avec 250 livres jusqu'à la publication de son livre.

Avant de me mettre en route, je voulais être sûr que dans les articles il y avait bien l'aveu relatif au bordereau, car c'était le point important, et je demandai à Estherazy :

— Est-il bien certain que vous me suivrez à Londres ? Est-ce que vous êtes l'auteur du bordereau ?

— C'est sûr, sûr, sûr !

Je suis parti avant la décision du Conseil d'enquête, décision après laquelle Estherazy devait me rejoindre à Londres.

Puis après arriva la mort du colonel Henry et cela retarda le départ d'Estherazy qui, d'ailleurs, à Paris, restait en rapport avec mon secrétaire, M. Guiller.

De Londres, je fis dire alors à Estherazy que s'il n'arrivait pas tout de suite, j'allais rentrer à Paris.

M. Guiller m'écrivit qu'Estherazy allait partir pour la Belgique, et en effet de Bruxelles je reçus une carte-lettre signée « De Bécourt », portant : « M. de Bécourt va partir immédiatement, portant avec lui un énorme pétard. »

Je télégraphiai : « Venez de suite. »

C'était vers la fin d'août.

Estherazy arriva à Londres et passa dix jours avec moi chez M. Fielders, journaliste américain, 6, Saint-James Street.

Je vis tout d'abord qu'il hésitait à publier l'aveu de la publication du bordereau, car, disait-il, ce serait la ruine des gens de la *Libre Parole*, et surtout de M. Drumont qui s'était identifié avec sa cause ; aussi avait-il préféré s'en tenir aux autres révélations.

Je lui fis remarquer qu'il ne pouvait se réhabiliter que par un aveu complet, et qu'au surplus des révélations restreintes auraient peu de prix.

Il se rendit.

C'était le cinquième article qui, dans ses intentions, devait contenir l'aveu du bordereau.

J'aurais préféré que ce fût le premier. Le *Pall Mall Gazette* trouva excessif le prix de 500 livres que je demandais pour Estherazy, mais Mme Beer, directrice de l'*Observer*, consentit à donner ce prix, qui devait être versé à Estherazy dès qu'il aurait remis ses documents et le récit, de sa main, relatif à la fabrication du bordereau.

Estherazy voulait une avance ; mais je voulais un reçu, il s'y refusa en se mettant en colère.

Entre temps, il avait raconté toute l'histoire de la fabrication du bordereau à Mme Beer et à M. Fielders.

J'étais présent lorsque Estherazy a fait ces récits, d'abord à M. Fielders, puis à Mme Beer.

Lorsque Estherazy s'est entretenu, en ma présence, un après-midi de dimanche, avec M. Fielders, l'intention qu'il exprimait était, en publiant la série d'articles projetés, non pas seulement d'exercer une influence sur les éléments politiques, mais en même temps d'en profiter pour faire un coup de bourse.

Le récit que fait alors Estherazy est celui même qu'il m'avait déjà fait, mais il y ajoutait quelques nouveaux détails, expliquant notamment pourquoi il avait pu, lorsque le bordereau lui avait été représenté, déclarer que la pièce n'était pas de lui.

Il expliquait que le bordereau avait été écrit par lui-même sur les deux faces d'un papier à décalquer, mais que le bordereau qu'on lui avait montré au Conseil de guerre et les experts (qu'il traitait d'ailleurs d'imbéciles) avaient eu sous les yeux n'était que le décalque de son œuvre personnelle à lui Estherazy.

Il ajoutait même que, à cause de la transparence du papier sur lequel il avait écrit, le bordereau original, comme on voyait au recto l'écriture du verso, la personne qui avait fait le décalque l'avait opéré d'une manière imparfaite relativement à quelques mots, ce qui avait amené l'erreur dans laquelle étaient tombés les experts.

Il n'a pas dit (soit qu'il le sût, soit qu'il l'ignorât) le nom de la personne qui aurait décalqué le bordereau original. Des lors, lorsqu'au Conseil de guerre on avait représenté à Estherazy non point son œuvre, mais le décalque, il avait pu sans mentir déclarer que ce qu'on lui montrait n'était point de sa main.

D'après Estherazy, c'est dans les bureaux mêmes du ministère de la guerre, et sous la dictée du colonel Sandherr, qu'il aurait écrit le bordereau.

Je pense donc que le papier sur lequel il a écrit devait se trouver dans les bureaux ; en tout cas j'ai bien compris, c'est dans les bureaux et non plus chez Estherazy, et sous dictée, qu'il aurait écrit le bordereau.

Estherazy a dit encore devant M. Fielders et devant moi qu'il possédait des feuilles de papier que le colonel du Paty de Clam lui remettait chaque matin, pendant l'enquête du général de Pellieux, et cela, prétendait-il, par ordre du général de Boisdeffre.

Sur ces feuilles étaient écrites les indications lui faisant connaître par avance, chaque jour, le sens des déclarations qui allaient être faites par les officiers de l'état-major à M. le général de Pellieux. Estherazy s'est expliqué aussi sur la manière dont le bordereau, après sa fabrication, avait été introduit au ministère de la guerre.

Cette pièce, disait-il, n'avait jamais été jusqu'à moi mains de l'agent d'une puissance étrangère ; elle avait été déposée dans une loge de concierge où un agent français l'avait reçue ensuite et d'où il l'avait portée ensuite au ministère de la guerre ; Estherazy précisait le nom d'un agent d'une puissance étrangère entre les mains de qui la pièce n'était pas parvenue, et d'une manière détaillée le trajet qu'avait suivi la pièce depuis sa sortie du ministère jusqu'à sa rentrée dans ce même ministère.

Il ajoutait encore qu'une fois la pièce revenue à l'état-major, le lieutenant-colonel Henry l'avait déchirée ou fait déchirer, afin de lui donner plus de ressemblance.

Enfin, Estherazy a raconté devant moi à M. Fielders que Mme Pays, hors de la présence de son avocat, avait d'abord avoué au juge être l'auteur d'un des faux *Speranza* et *Blanche* ; mais que quand son avocat était entré, il avait aussitôt par un signe invité Mme Pays à ne rien dire, et qu'alors elle avait fait l'aveu qu'en premier lieu elle avait fait au juge son point ; d'ailleurs son récit était exactement conforme à celui que Mme Pays m'avait fait à moi-même.

Deux ou trois jours après, Mme Beer, directrice de l'*Observer*, étant venue à la porte de notre maison, je lui ai dit qu'elle pouvait monter voir Estherazy, qu'il d'ailleurs avait exprimé le désir de lui parler. Devant moi il lui a raconté l'histoire du bordereau, sans y ajouter, d'après mon souvenir, de nouveaux détails.

Egalement devant Mme Beer et devant moi, Estherazy a écrit la lettre à l'*Observer* qui devait être l'entrée en matière de sa série d'articles. Cette lettre était la réédition, mais raccourcie et moins violente, d'un premier projet de lettre préparé antérieurement.

Les lettres dont il s'agit étaient datées de Paris, quoiqu'elles eussent été écrites à Londres.

Vers le même époque, Estherazy a déposé entre les mains de Mme Beer quelques documents consistant en la lettre d'entrée en matière dont je vous ai parlé, en une copie de la lettre qu'il avait écrite à M. Cavaignac et en un long factum non signé, tracé par lui, d'une écriture contrefaite, et dans lequel il expliquait les motifs qui le déterminaient à publier ses révélations par séries au moment qu'il jugerait opportun.

Les négociations continuèrent entre Mme Beer et Estherazy, lorsque deux ou trois jours après que ce dernier avait fait à la directrice de l'*Observer* le récit relatif à la fabrication du bordereau, se produisit la demande par Estherazy d'une avance d'argent, sans que nous pussions nous entendre à ce sujet, en raison de son refus de nous donner un reçu.

De là est née une sorte de brouille entre le commandant et moi. Il me dit alors qu'il allait tout de suite quitter Londres pour aller vendre ses articles à un journal belge.

Comme on tardait, selon lui, à lui rendre les documents que j'ai énumérés, il est allé trouver un solliciteur qui a menacé Mme Beer d'une injonction ; mais cette dame ayant promis de ne publier aucun des documents sans le consentement d'Estherazy, une réconciliation a eu lieu.

Entre temps, M. Fielders avait télégraphié à une dame qu'il connaissait et qui comprenait mieux le français que lui ; cette dame, que je désire ne pas nommer, était alors aux bords de mer.

Elle est venue à Londres aider M. Fielders, par l'usage qu'elle avait de la langue française, à négocier avec Estherazy.

Estherazy proposait à Fielders tous ses documents et l'aveu écrit de la fabrication du bordereau, à la condition que tout fût déposé dans une banque pour n'en sortir qu'au moment que le commandant jugerait propice.

Au cours de ces négociations devant la dame que je ne nomme point, Estherazy a renouvelé l'aveu de la fabrication du bordereau.

Je n'assistais pas à cet entretien qui m'est connu seulement par M. Fielders, mais plus tard j'ai entendu moi-même Estherazy parler encore couramment à la dame dont il s'agit plus haut de la fabrication par lui du bordereau ; il disait que l'aveu de la fabrication par lui du bordereau valait à lui seul un million.

La conclusion relative au dépôt dans une banque ayant été acceptée par M. Fielders, j'ai revu le jour même de cette acceptation Estherazy qui s'est excusé auprès de moi de ce qu'il appelait notre malentendu.

Le lendemain il m'a dit avoir télégraphié à un journal de Bruxelles, et que, ayant reçu l'adhésion de ce journal, il considérait que la combinaison avec M. Fielders disparaissait.

Alors il a quitté la maison où nous demeurions l'un et l'autre, chez M. Fielders, et il est allé loger à l'hôtel *Précatelli*, Rupert Street.

Ce jour-là, je lui ai prêté 50 francs, qu'il ne m'a d'ailleurs jamais rendus.

Dans la matinée du même jour, je fis paraître dans l'*Observer* un article dans lequel j'annonçais qu'Estherazy était à Londres et qu'il avait l'intention de faire des révélations.

Le lendemain, il vint chez moi fort monté, me reprocha la publication de mon article et me menaça de me brûler la cervelle.

Je lui expliquai que, puisqu'il avait fait devant quatre témoins l'aveu de la fabrication du bordereau, il ne pourrait plus empêcher la publication de son récit, même si moi je ne le faisais pas.

Depuis je ne l'ai plus revu.

Une huitaine de jours après, je publiai dans l'*Observer* un deuxième article contenant des détails sur la fabrication du bordereau ; ces détails m'avaient été donnés par Estherazy.

Alors, Estherazy, conseillé par le solliciteur Newton, commença un procès contre l'*Observer* pour diffamation, procès civil, en se fondant sur ce que l'article qualifiait le bordereau de faux, quoique même s'il n'eût point, d'après lui, mérité cette qualification (sic).

Le juge a fixé un délai pour la production de l'acte de réclamation (*statement of claim*).

La veille de l'expiration du délai fixé, le solliciteur Newton écrivit que son client retirait sa plainte.

Puis M. Newton, qui avait reçu les confidences de son client, offrit à Mme Beer de lui procurer, moyennant 25,000 francs (1,000 livres), l'aveu écrit d'Estherazy relativement au bordereau.

Entre temps, Mme Beer, ne voulant pas avoir utilisé, dans les articles de l'*Observer* que j'ai publiés au nombre total de cinq, les renseignements que nous avions reçus d'Estherazy sans les lui payer, et prenant aussi en considération son état de détresse, lui a remis une somme de 500 livres (12,500 fr.).

Estherazy est resté en relation avec Mme Beer jusqu'à ces jours derniers.

J'ai vu une lettre écrite par lui la veille de son départ d'Amsterdam pour venir déposer devant la Cour de cassation.

Il offrait de nouveau à Mme Beer ses documents pour une somme à débattre.

Le président. — Avant de clore votre déposition, avez-vous encore d'autres déclarations à faire ?

M. Strong. — Je vous ai dit que je savais, et voici tout ce qui pourrait me rester à ajouter :

Estherazy disait que c'était par ordre que la Cour d'appel avait rejeté la demande des poursuites de M. Bertulus contre lui, sans même lui demander, selon l'usage, des explications écrites.

C'est en expliquant comment les faux *Speranza* et *Blanche* avaient été faits, qu'Estherazy espérait impliquer dans une accusation d'usage de faux le général de Boisdeffre, contre lequel il manifestait de l'animosité en lui reprochant de n'avoir pas empêché qu'on l'amenât devant un Conseil de guerre.

Il prétendait que l'état-major avait envoyé une demande à la Préfecture de police pour saisir la correspondance du colonel Piquart ; que cette demande avait été faite le 9 novembre, que les faux avaient été fabriqués le 10, et les deux dépêches *Speranza* et *Blanche*.

En ce qui touche la véracité des récits d'Estherazy relativement au bordereau et aux télégrammes faux, je puis constater seulement qu'il n'y a eu aucune variation importante entre les récits qu'il a faits successivement devant moi à ce sujet.

En dehors de cette presque identité entre ces deux récits, je n'ai eu naturellement

aucun moyen de contrôler l'exactitude de ce qu'il déclarait.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : STRONG.

## Déposition du général Billot

SÉANCE DU 20 JANVIER 1899

Le président. — Vous souvenez-vous d'un incident qui se serait élevé entre le ministère de la guerre et le ministère des affaires étrangères, à l'occasion d'un télégramme envoyé par l'agent B à ses chefs, et dont l'interprétation aurait été différente dans chacun des deux ministères ?

Le général Billot. — Je n'ai pas eu connaissance de ce télégramme ; il n'a jamais été placé sous mes yeux ; le chef d'état-major m'a répondu qu'il n'existait plus aux archives.

Toutefois, les officiers qui étaient préposés au classement des documents secrets que j'avais prescrit, ont cru pouvoir reconstituer, de mémoire, deux versions de ce télégramme ; la première était à peu près conçue en ces termes :

« Dreyfus arrêté. Émissaire prévenu. » La seconde version, apportée quelques heures plus tard au ministère de la guerre par un attaché des affaires étrangères, comportait une variante très importante.

Au lieu des mots « émissaire prévenu », une phrase de cinq à six lignes, que je ne me rappelle pas, terminait le télégramme.

J'ai cherché à obtenir des affaires étrangères le texte même du télégramme, et mon collègue, en vertu de son droit, m'a répondu que c'était une affaire d'Etat qui avait été réglée et qu'elle ne pouvait faire l'objet de communications personnelles, si confidentielles qu'elles pussent être.

Demande par un conseiller. — M. le général Billot n'a-t-il pas eu connaissance, au mois d'octobre 1897, des pourparlers qui ont été engagés par des officiers de l'état-major de la guerre avec le commandant Estherazy ?

Le général Billot. — Je n'ai pas eu connaissance de ces pourparlers.

Un jour, dont je ne me rappelle pas la date exacte, M. le général Goussier, au rapport de midi, me communiquant divers documents anonymes, annonçant qu'une campagne allait être faite pour accuser le commandant Estherazy d'être l'auteur de la trahison pour laquelle Dreyfus avait été condamné, le général Goussier, dis-je, m'a demandé, ainsi que M. le conseiller vient de me le rappeler, et ainsi que je mentionnai une note établie par M. Goussier, qu'il avait demandé au ministre s'il ne conviendrait pas de faire prévenir cet officier par une lettre anonyme.

Je répondis au général Goussier que non seulement je n'autorisais pas une communication de cette nature, mais que je l'interdisais d'une manière formelle.

Le soir, à six heures, je prévis de cet incident le général de Boisdeffre, au moment du rapport et je lui prescrivis de renouveler au général Goussier l'ordre que je lui avais donné.

Le lendemain, au rapport de midi, le général Goussier, questionné par moi, me répondit qu'il avait reçu du général de Boisdeffre la confirmation de mes ordres.

Je lui dis de suivre les instructions de ses chefs (général Goussier et général de Boisdeffre), de continuer ses investigations avec prudence, mais de poursuivre la réunion des renseignements généraux que son service était chargé d'assurer à l'égard des puissances étrangères.

J'ai lieu de croire qu'il chercha à tenir compte de mes instructions ; mais ce sont mes renseignements personnels qui me fixèrent au sujet des armements étrangers et non le colonel Piquart. Sur ces entrefaites, le général de Boisdeffre, mécontent de l'absorption du service des renseignements par la seule affaire Dreyfus, me demanda de renvoyer le colonel Piquart du ministère, et comme cet officier supérieur s'était déjà distingué au Tonkin, de lui envoyer pour qu'il n'eût pas de fauteur.

Je n'accédai pas à cette demande, tout en reconnaissant que le colonel Piquart se laissait trop absorber par une seule affaire ; j'aurais voulu pouvoir le conserver à Paris, chercher ce qu'il disait être la vérité.

Le colonel Piquart, à différentes reprises, a insisté auprès de moi, dans les courts instants où je le voyais, en me disant que Dreyfus devait être innocent, et que le coupable pouvait être Estherazy.

Je lui répondais avec insistance, qu'Estherazy était coupable, l'innocence de Dreyfus n'en résultait pas *ipso facto*, attendu qu'une longue expérience de la guerre et des questions d'espionnage m'a conduit à conclure qu'il est excessivement rare qu'un espion soit seul ; pour accomplir des actes de trahison dans les conditions où a pu se produire celui pour lequel Dreyfus a été condamné, il est rare qu'on ne soit pas deux et même quelquefois trois ; et je donnai au colonel Piquart des directions pour chercher du côté de certaines individualités ; il ne m'apporta jamais aucune indication autre que des lettres d'Estherazy qui, selon lui, rendaient évidente la similitude de l'écriture de cet officier avec celle du bordereau. Je répondis au colonel Piquart que l'écriture d'Estherazy ne ressemblait pas plus à celle du bordereau que celle de deux autres personnes dont il me présentait l'écriture, et je l'invitai à continuer des recherches non seulement sur Estherazy, mais encore de l'autre côté.

Les choses continuèrent ainsi quand le général de Boisdeffre me rendit compte que le colonel Piquart lui avait montré un télégramme signé C, adressé rue de la Bienfaisance, n° 27, au commandant Estherazy, et qu'il attribuait à un agent étranger.

Le colonel Piquart demandait avec instance l'autorisation d'envoyer une dépêche semblable au commandant Estherazy, de lui assigner un rendez-vous, et si j'y venais, de le faire arrêter.

Je dis au général de Boisdeffre que cette proposition me paraissait prématurée et incorrecte ; d'inviter le colonel Piquart à continuer ses recherches, et de lui faire observer que les termes du *petit bleu*, joints aux autres renseignements que nous possédions, n'étaient pas suffisants pour faire arrêter un officier supérieur.

Peu de jours après, le colonel Piquart, au rapport de midi, revint à la charge, et me demanda l'autorisation d'envoyer une dépêche au commandant Estherazy et de le faire arrêter.

Je lui dis que le ministre de la guerre, chef de l'armée, manquerait à son devoir vis-à-vis de lui-même et vis-à-vis de l'officier supérieur en se faisant agent provocateur et autorisant la création d'une pièce anonyme qui ressemblerait à un faux.

Peu de jours après, le colonel Piquart, en présence du général de Boisdeffre et du général Goussier, apporta une lettre timbrée de la poste, écrite par le commandant Estherazy à un de ses amis. Je fus surpris de cette communication.

Je demandai comment cette lettre était parvenue entre ses mains.

Il me dit qu'elle lui avait été remise tout naturellement.

Sans ordre ? lui dis-je, sans réquisition judiciaire ?

— Non, me répondit-il. Je suis chef du bureau des renseignements et connu comme tel. Ça s'est fait tout naturellement.

— Mais, malheureux ! lui dis-je devant le général de Boisdeffre et le général

lui semble même impossible qu'on puisse se permettre des allocations pareilles, avec un budget aussi restreint que celui des fonds secrets de la guerre, sans mettre en souffrance les services normaux.

Demande par un conseiller. — Le colonel Piquart était chef du bureau des renseignements lorsque vous êtes arrivé au ministère ; veuillez nous faire savoir quels sont les motifs qui vous ont déterminé à l'éloigner du ministère en le chargeant d'une mission particulière sur les frontières de l'Est et de la Tunisie ?

Le général Billot. — J'ai trouvé le colonel Piquart chef du bureau des renseignements quand j'ai pris le pouvoir, le 30 avril 1896. Il dirigeait ce service sous l'autorité du général Goussier, sous-chef d'état-major, et du général de Boisdeffre, chef d'état-major. Je le voyais un instant (une minute ou deux) tous les jours, à midi, au moment où il m'apportait le bulletin journalier des renseignements dont je devais conférer au rapport de six heures du soir avec le général de Boisdeffre.

Le colonel Piquart est un officier très intelligent que j'avais eu sous mes ordres, aux manœuvres d'armée du Nord, et dont j'avais apprécié les services. Au bout de peu de temps, je m'aperçus que la partie la plus grave des renseignements, celle à laquelle je tenais le plus, à savoir l'état d'avancement de la réfection des artileries étrangères, était négligée et en retard sur les renseignements personnels que j'avais moi-même en arrivant au ministère.

Le chef d'état-major général me fit connaître bientôt que ces négligences provenaient de ce que le chef du bureau des renseignements était particulièrement absorbé par des recherches relatives au procès Dreyfus ; que le colonel Piquart avait cherché dans diverses directions à trouver un coupable autre que Dreyfus. Peu de temps après, j'eus l'occasion, au rapport de midi, de demander au colonel Piquart des renseignements à ce sujet.

Il me répondit que d'après des renseignements venus d'un de ses agents à l'étranger, le coupable serait un officier de troupes, un officier d'infanterie, et qu'il avait pensé que le commandant Estherazy, dont j'ignorais alors l'existence dans l'armée française, pouvait être ce coupable.

Je lui dis de suivre les instructions de ses chefs (général Goussier et général de Boisdeffre), de continuer ses investigations avec prudence, mais de poursuivre la réunion des renseignements généraux que son service était chargé d'assurer à l'égard des puissances étrangères.

J'ai lieu de croire qu'il chercha à tenir compte de mes instructions ; mais ce sont mes renseignements personnels qui me fixèrent au sujet des armements étrangers et non le colonel Piquart. Sur ces entrefaites, le général de Boisdeffre, mécontent de l'absorption du service des renseignements par la seule affaire Dreyfus, me demanda de renvoyer le colonel Piquart du ministère, et comme cet officier supérieur s'était déjà distingué au Tonkin, de lui envoyer pour qu'il n'eût pas de fauteur.

Je n'accédai pas à cette demande, tout en reconnaissant que le colonel Piquart se laissait trop absorber par une seule affaire ; j'aurais voulu pouvoir le conserver à Paris, chercher ce qu'il disait être la vérité.

Le colonel Piquart, à différentes reprises, a insisté auprès de moi, dans les courts instants où je le voyais, en me disant que Dreyfus devait être innocent, et que le coupable pouvait être Estherazy.

Je lui répondais avec insistance, qu'Estherazy était coupable, l'innocence de Dreyfus n'en résultait pas *ipso facto*, attendu qu'une longue expérience de la guerre et des questions d'espionnage m'a conduit à conclure qu'il est excessivement rare qu'un espion soit seul ; pour accomplir des actes de trahison dans les conditions où a pu se produire celui pour lequel Dreyfus a été condamné, il est rare qu'on ne soit pas



# Le Premier Voyageur pour l'Exposition de 1900

PAR CARAN D'ACHE

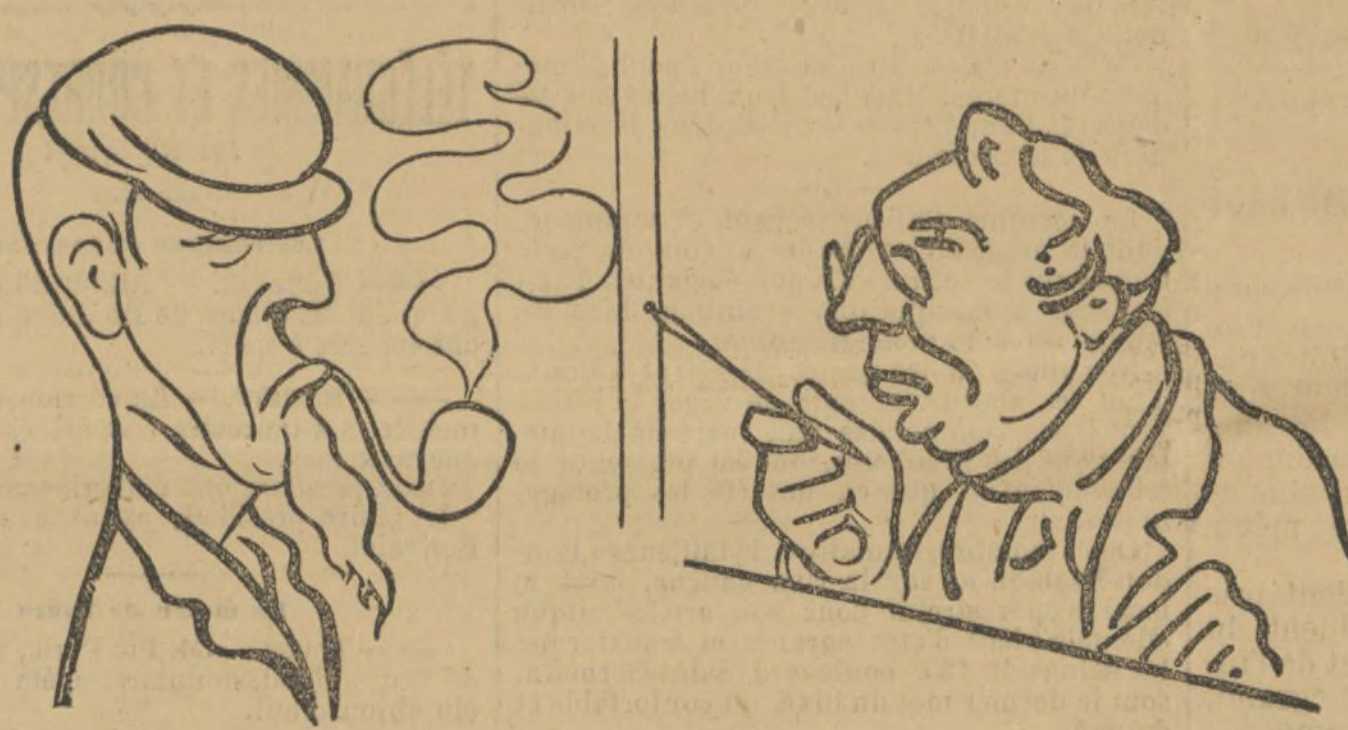
Une disette d'un genre inédit vient de se déclarer dans le nouveau monde. L'Amérique manque de moyens de transport de voyageurs, pour notre Exposition de 1900 ! On ne trouve plus de place sur les paquebots ! Tout est retenu, et demain on ne trouvera même plus le moyen de transporter les marchandises.



Ligne A. — Plus rien !



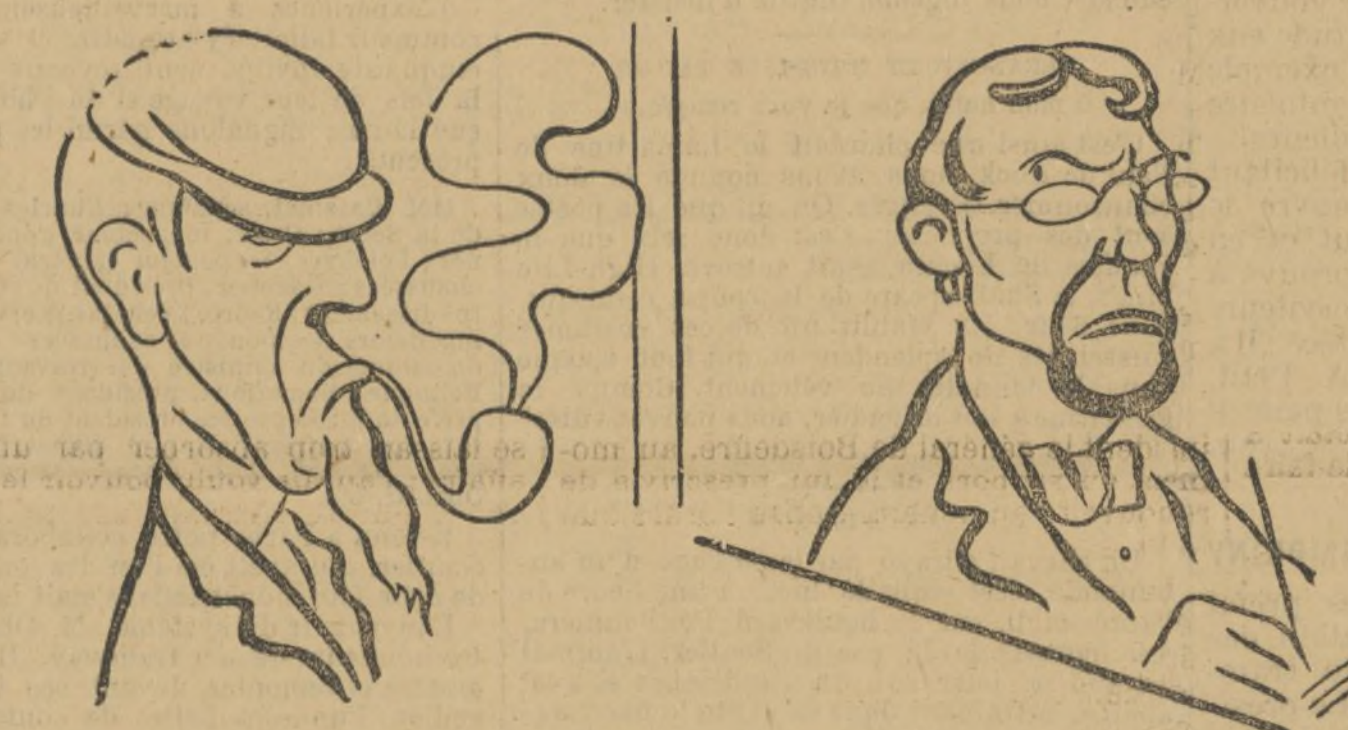
Ligne B. — Rien non plus !



Ligne C. — Pas un coin !



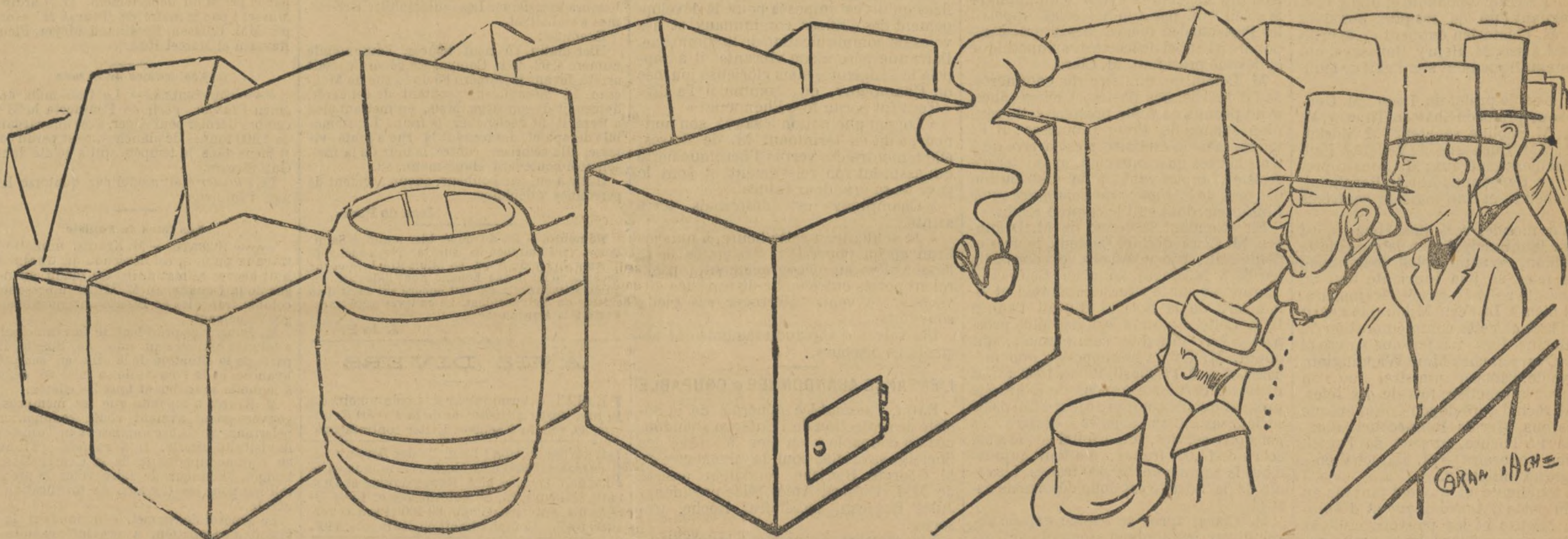
Ligne D. — Impossible. Mille regrets !



Ligne E. — Depuis six mois tout est retenu !



Ligne F. — Plus rien !... A moins de vous caser dans nos salaisons en partance, mais dépêchez-vous, car demain il sera trop tard. — All right !



Et voilà comment nous verrons bientôt arriver le Premier Voyageur pour l'Exposition. En attendant, on paye un shilling pour le voir. ... Et on a osé dire que l'Amérique nous boycottait !

portées sans peine, car j'étais sûr d'avoir raison.

Le second a été l'affaire de Madagascar.

Ici, je me demande si je n'aurais pas pu agir autrement et éviter quelques-unes des erreurs qui ont été commises.

Enfin, le troisième et le plus dur a été l'affaire Dreyfus, qui a été et qui restera le malheur de ma vie. Vous savez les moyens abominables qu'a employés le général Mercier pour tâcher de prouver la culpabilité de Dreyfus, qui n'est peut-être qu'un affreux roman. Je me suis traîné à ses pieds pour l'empêcher de faire ce procès. Il n'y a pas eu moyen.

J'ai cru devoir supprimer dans ma déposition les mots abominables et affreux, craignant que ma mémoire ait pu mettre des épithètes trop accentuées à la place d'autres moins fortes. M. Hanotaux peut avoir dit déplorables, fâcheux, au lieu d'abominables, et horrible ou déplorable au lieu d'affreux. Je n'ai voulu dire que ce dont j'étais sûr.

Agrez, je vous prie, mes compliments dévoués.

Gabriel Monod.

## L'EXPOSITION D'HYGIÈNE

Cette Exposition, organisée par la Médecine française, a obtenu un succès considérable. Une médaille d'or a été décernée à Mme Blanche Leigh pour ses produits concernant la Beauté de la femme et notamment pour sa Lotion avec laquelle elle a obtenu des guérisons qui ont étonné le monde médical.

## LA JOURNÉE

Lundi 24 avril

Sports : Courses à Vincennes (2 h.).

Première : A l'Odéon, la Fausse Conversion.

A la Cour de cassation : Dépôts et confrontations relatives à l'affaire Dreyfus.

Conférences : A l'Assemblée générale du Club alpin français, après le rapport annuel de la direction centrale, conférence de M. le sénateur Delcros, sur « la Cerdagne et le Garigou » (8 h. 1/2 du soir, 184, boulevard Saint-Germain).

M. Jena Luban : « L'Évolution de la musique contemporaine » (8 h.).

Cercle de la rue du Luxembourg, 18.

Ouverture du Cours de pisciculture, de M. Jousset de Bellesme (5 h., mairie du Louvre).

Cycles et motocycles : Premier jour du retrait des plaques réglementaires (chez les percepteurs, de 9 h. du matin à 6 h. du soir).

Concours d'accumulateurs, à l'Automobile-Club de France (6, place de la Concorde).

Inaugurations : A Tunis, statue de Jules Ferry et Ecole d'agriculture.

## Le Monde et la Ville

### SALONS

Dîner, hier, à l'ambassade d'Espagne. Les convives de M. et de Mme de Leon y Castillo étaient :

L'ambassadeur d'Italie et la comtesse Tornelli, le marquis de Peralta, ministre de Costa Rica ; M. Macédo, ministre de Portugal à Madrid ; Mme Pardo de Bazan, M. de Blowitz, M. José Maria de Heredia, de l'Académie française ; Mlle de Bascou, M. Ernest Daudet, le marquis de Novalles, le marquis de Villalobar, M. Benitez, M. Quinones de Leon, etc.

Quatrième soirée musicale, hier, chez le duc de Massa qui faisait entendre une nouvelle sélection de ses œuvres si appréciées. Au programme : Introduction du Dante, Valse lente, Danses des Elfes et Marche triomphale, l'orchestre ; — la Source, pour flûte, cor et harpe ; MM. Gaubert, Reine et Franck ; — Prélude religieux, pour viole d'amour : M. Priore ; — Cantate et Hymne du matin : Mme Rose Caron et les chœurs ; — Airs de ballet, pour flûte : M. Gaubert ; Romances sans paroles et Danse villageoise, pour hautbois d'amour : M. Gillet.

L'auteur et ses éminents interprètes ont été acclamés d'enthousiasme, ainsi que l'orchestre qui a fait merveille sous la conduite de notre ami Ed. Mangin.

Bal blanc des plus ravissants, avant-hier, chez la comtesse Gudon. Danseuses et danseurs :

Mlle de Bassano, de Briey, de Vaulogé, d'Espeuilles, de Bonvouloir, de Fénélon, de Lamont, de Trévise, de Montsalutin, Zurlé, Surbey, Sallandroux de Lamornaix, de La Peronnay, prince Maurice de Broglie, prince de Béarn, comtes de Caraman, de Vibraye, d'Esterno, d'Aramon, des Roys, de Lastours, de Pange, de Tracy, de Pourtales, de Violat, de Montesquiou, vicomtes de Merlemont, de Bouthillier-Chavigny, MM. de Rohan-Chabot, de Boissière, de La Bourdonnaye, de Vogüé, de Vaufréland, etc.

Le cotillon, plein de charmantes surprises, a été conduit par le comte Ch. de Beaufort.

Très joli bal costumé, avant-hier, chez la comtesse d'Hardicourt, dans son hôtel de la rue Léo-Delibes. Parmi les invités dont les costumes étaient les plus admirés :

Comtesse Murat, Mme de La Rochetier, M. et Mme de Peyronny, vicomte et vicomtesse de Forgemol de Bostquenaud, comte et comtesse de Chennévière, Mme Adam, comte et comtesse de Gramont, comte et comtesse de Gerson, marquis et marquise d'Aubigny, comtesse de La Vieuville, comte et comtesse de La Ruelle, baronne de Saint-Brisson, comtesse de Fondville, comtesse du Mas, M. et Mme de Beauchêne, vicomte et vicomtesse d'Artemar, baron et baronne de La Tour, vicomte et vicomtesse de Reiset, vicomtesse de Vaugrand, Mlle de Beauport, Pasteur, de Sales, de Monval, de Boins, de Larcy, de La Ruelle, d'Algarra, d'Aubigny, du Mas, d'Andigné, de Boismontbrun ; comte de Chalais, comte de Montferriand, Marcel Haegheys, baron d'Anthy, comte de Farcy, baron de Catheuse, comte de Montaur, comte Bellanger, comte de Carfort, marquis de Gatinas, comte de Mouchy, comte de Bellefonds, marquis du Merac, vicomte du Lousal, Roze de Villereau, vicomte des Touches, marquis de Montaur.

Le cotillon a été conduit par le baron de Cambourg.

A minuit, entrée de Charles VI très réussie.

On a fait d'excellente musique, hier, chez Mme Pastel-Vinay, avec le quatuor Lefort.

Musique et comédie, samedi prochain, chez la comtesse de Joybert, dans ses salons de la rue de Courcelles.

Le samedi 13 mai, bal blanc chez la baronne de Kertanguy.

### RENSEIGNEMENTS MONDAINS

Le ministre du Transvaal et Mlle Leeds, accompagnées de Van der Hoeven, secrétaire de légation, sont arrivées à Paris et descendues à l'hôtel Bristol.

Le prince Christian de Danemark, venant de Vienne, sous le nom de comte de Kronborg, est arrivé hier à Nice, où il restera environ un mois à l'hôtel de la Grande-Bretagne. Il a trouvé, venus à sa rencontre à la gare, le duc et la duchesse Georges de Leuchtenberg et M. Maître, consul de Danemark.

M. Jacques de Larenty, conseiller général des Côtes-du-Nord, frère de la marquise d'Audiffert-Pasquier, épousera à Paris, vers la fin du mois prochain, Mlle Marguerite de Langie, fille du marquis de Langie, défunt, et de la marquise née de Labriffe.

### MARIAGES

En l'église d'Ernée (Mayenne) a été béni le mariage de M. Georges d'Ozouville-Trémignon avec Mlle Hélène des Nos, fille du comte et de la comtesse des Nos.

Les témoins étaient, pour le marié : M. Robert d'Ozouville-Trémignon, lieutenant au 2<sup>e</sup> chasseurs, son frère, et le vicomte Desbassyns de Richemont, son beau-frère ; pour la ma-

riée : le comte de Quénétain et le marquis de Comont, ses oncles.

A Nantes, en l'église Saint-Clément, a été célébré le mariage du vicomte Joseph de Kermel avec Mlle Marie du Retail.

Les témoins étaient, pour le marié : le vicomte Arthur de Kermel et le vicomte Georges de Kermel, capitaine d'infanterie, ses frères ; pour la mariée : M. Le Mercier, capitaine de vaisseau, et M. Albert du Retail, ancien magistrat, son oncle.

### CHASSES

Les dernières chasses à courre de la saison, en forêt de Compiègne, sont toujours très suivies.

Jeu dernier, rendez-vous à la Michélette. Attaqué, à Vaudramont, un cerf qui est mis bas par les chiens près du Hourvari, après deux heures de chasse. Les honneurs du pied au baron Gaston de La Motte. Présents à cheval :

MM. Olry, Georges Mura, comte et comtesse Piliot-Will, capitaine de Brye, comte d'Orsetti, vicomte de Lignac, commandant Gouzi, lieutenant Gossart, comte de Marigny, comte de Bussy, comte du Bouchage, MM. Robert, Bargman, capitaine Hepp, etc.

En voiture :

Mme Olry, Mme Mura, comtesse d'Esclabes, comtesse de Lestrangé, comtesse de Rohan-Chabot, général des Roys, vicomte de Bussy, Mmes Jacquin, Barton, Gossart, du Bouchage, Bargman, etc.

### DEUIL

Nous apprenons la mort : — De Mme

Marie Romberg, décédée vendredi dernier à Paris. La défunte, fille de M. Désiré Nisard, de l'Académie française, était la femme de M. Edouard Romberg, ancien directeur des lettres et des beaux-arts à Bruxelles, et la cousine germaine de M. Nisard, ambassadeur de France près le Saint-Siège ; — De Mme De-tourbet, fille du général baron Rémond, et petite-fille du marquis de Vallière, décédée vendredi dernier en son domicile, rue Portalis ; — De M. Ernest de Lécure, maire de Kerfeunteun, près Quimper, ancien officier de l'armée de la Loire en 1870 ; — De M. Alexandre Guyon des Diguères, conseiller général de l'Orne, maire de Batilly, décédé, vendredi dernier, en son château de Ménil-Glaire, à l'âge de 52 ans. Les obsèques seront célébrées demain, en l'église de Batilly. L'inhumation aura lieu à Ménil-Glaire. Le défunt laisse une veuve dévolée et quatre fils en bas âge.

Ferrari.

## La Compagnie Générale Commerciale et Industrielle

L'Economiste européen donne les renseignements ci-dessous sur la constitution prochaine de cette Compagnie :

La jurisprudence a longtemps discuté la question du nantissement sur la valeur des fonds de commerce. La loi du 1<sup>er</sup> mars 1898 a mis fin à toutes les interpré-

tations divergentes et elle a donné à ce gage des bases désormais indiscutables.

Cette loi rend ainsi possible et pratique l'établissement d'un privilège sur l'ensemble de la valeur des fonds de commerce, du matériel et des marchandises ; le commerçant peut donc mobiliser un actif souvent considérable et se procurer ainsi un nouvel élément de développement de ses affaires.

Ce nantissement peut, en particulier, constituer le gage spécialement affecté à la garantie d'obligations.

C'est un nouveau champ ouvert à l'emploi des capitaux qui s'intéressent au commerce et à l'industrie ; c'est un nouveau perfectionnement apporté à notre outillage financier.

Il s'agit maintenant d'utiliser les dispositions de la loi nouvelle ; un premier pas va être fait dans cette voie.

La Banque spéciale des valeurs industrielles doit procéder prochainement à la constitution d'une Société dont le fonctionnement présentera un vif intérêt, non seulement au point de vue financier, mais aussi à cause de l'impulsion qui doit en résulter pour le commerce et pour l'industrie.

On sait quel est le programme invariable de cette banque :

« Apporter les capitaux français aux affaires commerciales et industrielles

françaises, mais, en même temps, pour n'exposer le public qu'au moindre risque possible, ne l'intéresser qu'à des entreprises ayant fait leurs preuves, ayant réalisé depuis plusieurs années d'importants bénéfices, et devant, à l'aide de capitaux plus abondants, donner un nouveau développement à leurs opérations. »

Dans l'exécution de ce programme, la Banque a été obligée de limiter ses opérations à la transformation en Sociétés anonymes d'entreprises exigeant un capital d'au moins un million et demi. L'expérience prouve qu'au-dessous de ce chiffre, les titres n'ont plus un marché suffisamment large pour être facilement négociables.

En fait, elle a dû refuser un grand nombre d'affaires très intéressantes, mais qui n'avaient besoin, pour leur développement, que d'un apport relativement minime de quelques centaines de mille francs.

La Compagnie générale commerciale et industrielle comble cette lacune ; elle traitera ces opérations pour son propre compte et avec ses propres capitaux.

Son Conseil d'administration, composé de 15 à 20 membres, comprendra des personnalités notables du monde commercial, membres ou anciens membres des Tribunaux de commerce et des Chambres de commerce, présidents ou an-

ciens présidents de Chambres syndicales, dont le concours est, dès à présent, assuré à la Compagnie.

Il présentera donc toute garantie d'une très grande compétence technique et pratique.

Les statuts limitent étroitement ses opérations, de telle sorte que la Compagnie ne peut prendre d'intérêt, à un titre quelconque, que dans des entreprises ayant fait leurs preuves et réalisées des bénéfices. Encore, et pour assurer la division des risques, le montant de sa participation est-il statutairement limité, pour chaque affaire, à un million au plus. Au delà de ce chiffre, la Compagnie doit s'adjoindre des participants.

Lorsqu'elle aura employé son capital initial de 10 millions, la Compagnie créera des obligations dont le montant ne devra jamais être supérieur au triple du capital social.

Ces obligations jouiront de garanties toutes spéciales. Aux termes des statuts, elles peuvent être gagées non seulement par une hypothèque sur les immeubles, les usines ou le matériel des entreprises acquises par la Compagnie, mais encore par un privilège sur les marchandises, sur les parts d'intérêt ou de commandite et sur la valeur des fonds de commerce appartenant à la Société.

La complète sécurité assurée aux obli-



gations par cette combinaison toute nouvelle permettra à la Compagnie de trouver, à des conditions avantageuses, les capitaux qui alimenteront ses opérations.

La Compagnie devra réaliser des bénéfices très importants. Ne s'intéressant qu'à des entreprises reconnues prospères, elle disposera, pour rémunérer ses actions, du revenu des affaires acquises avec son propre capital et de la différence entre la charge relativement minime des obligations et le produit bien supérieur qu'elle tirera des fonds que lui auront procurés ses émissions.

La constitution de nombreuses Sociétés établies sur le même principe présenterait un intérêt considérable pour notre Industrie et pour notre Commerce.

Les obligations industrielles, entourées, comme celles de la nouvelle Compagnie, des garanties et des privilèges que nous venons d'énumérer, seront dans l'ordre industriel et commercial ce que sont, pour le domaine immobilier, les obligations du Crédit Foncier gagées, par privilège spécial, sur un ensemble de prêts immobiliers. La création de ces obligations industrielles, auxquelles leur sécurité doit attirer la confiance et la faveur du public, aurait certainement sur le développement de nos affaires commerciales et industrielles la même influence heureuse qu'ont eue sur les entreprises immobilières les énormes capitaux mis à la disposition du Crédit Foncier par ses émissions d'obligations.

## A l'Étranger

### NOUVELLES

#### ITALIE

##### LE VOYAGE DES SOUVERAINS

La Madalena, 23 avril. — Les souverains sont arrivés ce matin à neuf heures trente. Ils ont passé la revue des troupes et des Associations : celles-ci ont offert des fleurs et des albums.

La population a acclamé le Roi et la Reine. Cet après-midi, à bord du *Savoja*, et accompagné du général Pelloux, de M. Lacava et de l'amiral Palmio, les souverains sont allés à Caprera. Ils ont été reçus par M. Menotti Garibaldi, et les autres membres de la famille. Ils ont visité la chambre mortuaire et considéré longuement les souvenirs, provenant du monde entier, qui y sont réunis. Leur entretien avec la famille de Garibaldi a été très cordial.

Le Roi et la Reine repartent ce soir pour Civita-Vecchia. Ils arriveront à Rome demain matin.

#### ROUMANIE

##### LE NOUVEAU MINISTÈRE

Bucharest, 23 avril. — Le ministère est définitivement constitué de la façon suivante :

MM. Georges Cantacuzene, présidence du conseil et intérieur ; général Mano, finances ; général Jacques Lahovary, guerre ; Discesco, justice ; Take Janesco, instruction publique ; Flea, domaines ; Jean Lahovary, affaires étrangères ; docteur Istrati, travaux publics.

## LES FÊTES DE RACINE

### A LA FERTÉ-MILON

PAR DÉPÊCHE DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

La Ferté-Milon, 23 avril.

Nous sommes ici pour la seconde étape des fêtes du deuxième centenaire de la mort de Racine. Le gouvernement a bien fait les choses. Il a envoyé les deux plus lettrés de ses représentants : officiellement M. Roujon, directeur des beaux-arts, officieusement et représentant personnellement M. Leygues, M. Pol Neveu, chef de cabinet de l'instruction publique.

L'Académie française a tenu aussi à s'associer à cette touchante et digne fête, en déléguant l'un de ses plus aimables membres, l'historien éminent et le critique d'art avisé, M. Henry Houssaye, qui porte magnifiquement son habit de feuillage.

Puis, c'est le préfet de Laon, M. Gouley, le sous-préfet de Château-Thierry, M. Merlin ; M. Sébline, sénateur ; M. Morlot, député ; M. Duchesne, de Violaine, Paillet, conseillers généraux ; M. Croussé, professeur en Sorbonne ; Adrien Bernheim, Des Chapelles, et une foule de confrères pieux.

Tout ce monde, vers onze heures, est reçu par la municipalité, à la gare de la Ferté-Milon, sous un soleil magnifique qui va jeter sa joie souriante tout au long de cette belle et gracieuse journée.

C'est bien à La Ferté-Milon que devait naître l'idée de cette commémoration du divin Racine. Paris n'a fait que suivre et imiter. C'est ici, chez Mme Waddington, la veuve de l'ancien ministre, que l'on parla pour la première fois de ces fêtes. Et M. Marchal, curé-doyen — quel évêque de Soissons, Mgr de Rencourt, nommera tout à l'heure, au pied de l'autel, chanoine honoraire — M. Marchal en a été le grand initiateur.

Fête touchante et qui eût tant plu au cœur du poète d'Andromaque et d'Althée, où l'Eglise et les pouvoirs civils se sont réunis pour fêter leur commun enfant !

Les Mironais sont très fiers de leur compatriote. Et ils ont bien raison ! C'est par le culte des grands hommes que se fortifie avant tout le sentiment de la patrie.

On s'est souvenu ici du vers de l'ami de Racine, le bon Despréaux, encore une façon délicate de le fêter ! Et, dans les rues de la petite cité du Soissonnais, Ce ne sont que festons, ce ne sont qu'astragales.

Avant déjeuner, visite à la mairie où l'on regarde de curieuses gravures prêtées par M. Tabar, l'un des plus sympathiques membres de la municipalité. Puis, le docteur maire, M. Cognon, nous montre l'acte de baptême de Racine. Et nous constatons — c'est du moins Adrien Bernheim qui nous le dit — que la Comédie-Française, en fêtant l'anniversaire de la naissance du poète le 21 décembre, avance d'un jour, Racine étant né le 22. On demandera à M. Claretie, dont tout le monde regrette l'absence, de rectifier.

Jeuneur non officiel. On se rend ensuite à l'église où le clergé nous attend, en grande pompe. Après des chants du dix-septième siècle — dont les chœurs d'Esther, admirablement exécutés, sous l'habile direction de Vincent d'Indy, par Mme Jeanne Ranaux et les chœurs de Saint-Gervais — nous nous entendons, selon l'expression dont se servira si finement, tout à l'heure, l'évêque de Soissons, un « ingénieur élogé » de Racine, par M. l'abbé Pierre Vignot.

Eloge ingénieux, en effet, dont personne n'oubliera la saveur. Je ne puis

mieux faire que d'en citer quelques traits :

Cette église qui vit baptiser Racine et où La Fontaine eut un jour la distraction de se marier. — La grande aïe de Bossuet, enfin dédoublée, se réjouit avec nous. — Racine, tout enfant indiscret, qu'on engageait dans les ordres comme aujourd'hui dans la cavalerie. — Racine fut un de ces rares de notre pays qui ne se crût pas obligé de suivre la vile tradition de la vieille gaieté française ! — Il passa sa vie à commenter le *Banquet* de Platon, en faisant faire Alcibiade !

Après Cornille, le grand sculpteur en bois, il a taillé en pleine chair humaine ! — *Althée*, le *prêtre* de Racine. — Mme de Sévigné, l'enragée marquise, lui reprochait d'aimer Dieu comme il aime ses maîtresses. Qu'importe ! si Dieu veut bien de nos restes et de nos analogies d'amour ! — Racine, suivant le Roi à la guerre, fut de ces hommes de lettres qui, ayant un jour découvert la patrie, ne croient pouvoir la servir qu'à cheval !

Je m'arrête. Ce fut une heure charmante et élevée.

Puis l'évêque adressa à tous « son merci d'évêque de Soissons et son sursum d'évêque catholique », et l'on se rendit admirer les imposantes ruines du château, parmi les blés verts où l'habit de M. Houssaye se mariait harmonieusement, et le paysage incomparable de la vallée de l'Ouise, s'embrassant dominée par la forêt profonde. Et, à quatre heures, nous entrâmes sous une tente où notre Champmeslé, Mme Martel, fit retentir les douleurs divinement humaines de Bérénice ; Paul Mounet, la tragique imolation de Titus, très bien secondés par Mlle Moreno et MM. Albert Lambert fils, Villain, Hamel et Féroux.

Les *Plaideurs* eurent pour interprètes : MM. Boucher, Truffier, Georges Berr, un merveilleux l'intime ; Villain, Hamel, Barral et Mlle Frémaux. Il ne faut pas oublier un délicat à-propos en vers de M. Paul Gruyer, tragiquement récité par Mlle Moreno.

Les Mironais sont sortis de là ravis, de même que nous partions heureux de leur cordialité et de leur pieuse joie.

Enfin, au banquet qui a eu lieu, digne couronnement de cette belle journée, plusieurs toasts ont été prononcés.

Le préfet a porté la santé du Président de la République, le maire, en un langage très simple et digne, a remercié chacun.

M. Roujon, plein de bonne grâce et à-propos, a célébré tous ceux qui participèrent à cette gracieuse fête, et, enfin M. Henry Houssaye, en termes élevés, a dit les sentiments de l'Académie française et la part prise par elle à la commémoration du grand poète.

M. Roujon a remis les palmes académiques à M. Cognon, maire, et le Mérite agricole à MM. Duchesne et Leconte.

Dans un instant, nous allons reprendre le train, emportant de cette journée le plus doux souvenir. Et, en route, pour associer à cette fête les absents que nous avons regrettés, nous relifrons les belles et tendres pages de l'étude, que l'un de nous a eu l'idée d'emporter, d'Anatole France, ce grand racinien :

« L'année où parut la tragédie d'Horace, vagissait dans les langes un petit enfant qui devait être le poète d'*Andromaque* et d'*Althée*. »

André Maurel.

## LES RÉUNIONS D'HIER

### LA MUTUALITÉ COMMERCIALE

L'assemblée générale de la *Mutualité commerciale*, société de secours mutuels et de prévoyance pour les employés de commerce, a eu lieu, hier après midi, dans le vaste amphithéâtre de la nouvelle Sorbonne. La salle était comble, la plupart des sociétaires ayant tenu, malgré le soleil qui, par son vil éclat, appelait les Parisiens en dehors des murs, à répondre à l'appel de leur très sympathique et dévoué président, M. Ciara.

M. Delombre, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, avait promis de venir présider cette réunion solennelle. Cette promesse, il l'a tenue, mais le ministre n'est arrivé qu'à trois heures quarante-cinq, ayant tenu à assister, auparavant, à la distribution des prix de l'*Alliance du Commerce et de l'Industrie*, dont suit le compte rendu.

En attendant la venue de M. Delombre, M. Ciara déclare, à deux heures et demie, la séance ouverte et donne la parole à M. Debas, trésorier. Celui-ci lit un rapport sur la situation morale et financière de la Société durant l'année 1898. Cette situation est des plus prospères. La *Mutualité commerciale*, qui obtint, M. Debas le rappelle, une médaille d'or à l'Exposition de 1889, a fait dans ces dernières années de si grands progrès qu'elle compte aujourd'hui 6.000 sociétaires. L'an dernier, malgré les pensions servies, son capital social s'est accru de 14.000 francs ; il atteint aujourd'hui la somme de 250.000 francs. L'avenir de la Société est donc désormais assuré.

M. Ciara, après ce rapide exposé accueilli par les applaudissements de l'assistance, rappelle que l'année précédente, on applaudissait en ce même lieu les paroles de M. Barthou, alors ministre de l'intérieur, paroles empreintes du plus profond libéralisme. Il déplore, en passant, qu'il lui ait été impossible, malgré ses efforts, de mener à bien l'importante question de la caisse des retraites, mais il s'empresse d'ajouter qu'une caisse de retraites a été créée et il se montre à bon droit fier de l'œuvre accomplie. L'association a, en effet, déjà obtenu des résultats dont pourrait se montrer très fier un Français d'il y a cinquante ans.

« Ce résultat, s'écrie l'orateur, est dû à l'effort de tous, chacun ayant donné ce qu'il a pu donner, celui-ci avec son cerveau, celui-là avec son argent, tous avec leur cœur. En pouvait-il être autrement avec l'esprit d'ordre et de méthode qui préside à notre organisation, en présence de si généreuses sollicitudes, devant les libéralités de tant de bienfaiteurs ? »

« A ce mot de bienfaiteur, un nom vient tout naturellement à mes lèvres, un nom qui est dans notre cœur à tous ; j'ai nommé M. Chauchard.

« Avec sa cotituerie philanthropique, M. Chauchard vient d'ajouter 10.000 fr. à ses dons précédents, ce qui porte à 130.000 francs le chiffre de ses libéralités. (Applaudissements prolongés.)

« Nos acclamations, ajoute M. Ciara en terminant, ne dispensent d'exprimer par des mots une vénération que des mots seraient impuissants à rendre.

« Devant cette existence noblement consacrée au bonheur des autres hom-

mes, on sent qu'au-dessus de nos misérables querelles intestines passe un souffle formidable d'humanité et de progrès que rien n'arrêtera plus désormais et qui assurera enfin, sans effusions meurtrières, la paix et la grandeur de notre cher pays.

Un tonnerre de braves soulève la péroraison de ce chaleureux discours qui vaut à son auteur de multiples félicitations de la part de ceux qui l'entourent.

On signale à ce moment l'arrivée du ministre. Le président demande, pour aller le recevoir, qu'on veuille bien suspendre la séance, et, quelques instants après, M. Delombre fait son entrée.

Le ministre est accompagné du colonel Nicolas, représentant le Président de la République ; de M. Barberet, représentant le ministre de l'intérieur, et de M. Lidio, consul de France, représentant le ministre des affaires étrangères, M. Delcassé.

M. Delombre a fait à son tour l'éloge du principe fécond de la *Mutualité commerciale* des résultats acquis par leur activité, leur a souhaité de nouveaux succès, et, reprenant l'idée de la nécessité de s'unir pour le bien commun, il a fait ressortir l'importance du progrès moral que les mutualistes doivent à l'application de cette idée.

En terminant, le ministre du commerce a remis à M. Ciara, le dévoué président de la Société, les insignes de chevalier de la Légion d'honneur.

Il a annoncé ensuite que son collègue le ministre de l'instruction publique l'avait chargé d'annoncer à MM. Cayeux et Lavour, membres du Conseil d'administration, leur nomination au grade d'officier d'académie.

### LE SYNDICAT GÉNÉRAL DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Avant de se rendre à la *Mutualité commerciale*, M. Paul Delombre, ministre du commerce, était allé au Grand-Hôtel où, dans la salle des fêtes, avait eu lieu, sous sa présidence, la distribution des médailles accordées par le gouvernement aux ouvriers méritants comptant plus de vingt ans de service dans la même maison.

Aux côtés du ministre avaient pris place, MM. Muzet, député, président du Syndicat général du commerce et de l'industrie ; Jules Godin, sénateur ; Legrand, président du Tribunal de commerce ; Delaunay-Belleville et de nombreux présidents de groupes syndicaux.

Un officier d'ordonnance représentait le Président de la République.

M. Muzet a rappelé que le regretté Président Félix Faure avait été membre du Syndicat général, et a remercié le gouvernement de continuer à solliciter de vieux travailleurs qui donnent l'exemple de vertus civiques. Il a prié le ministre d'accepter la médaille des travailleurs.

M. Delombre a répondu, en félicitant les Chambres syndicales de l'œuvre de solidarité qu'elles accomplissent et en exprimant la satisfaction qu'il éprouve à apporter lui-même à de bons serviteurs les récompenses si bien méritées. Il a remis à MM. Cornetov, Grut, A. Petit, A. Ochs, Edouard et Sauré, les palmes académiques, et à M. Beaulieu, la croix du Mérite agricole.

### LE PRÉFET DE LA SEINE A CHAMPIGNY

Pendant ce temps, M. de Selves, préfet de la Seine, présidait l'inauguration des écoles de Joinville-le-Pont et du tramway de Champigny-sur-Marne. Le président et les membres du bureau du Conseil général, et un grand nombre de notabilités assistaient à la cérémonie.

Le préfet, répondant aux compliments de bienvenue du maire de Champigny, a félicité le Conseil municipal des sacrifices qu'il s'est imposés pour le développement des édifices communaux et des voies de communication de la commune. Dans une péroraison vibrante, il a rappelé la sanglante, mais glorieuse journée de Champigny, où, comme il l'a dit : « Tout fut perdu pour l'honneur ! »

« Lorsqu'une nation a sauvé son honneur, a dit en terminant M. de Selves, elle a montré des vertus d'héroïque fierté qui assurent son relèvement et sont le gage de sa grandeur future.

« Champigny est désormais terre sainte.

« Je souhaite, à cette heure, à tous les Français qui pourraient être tentés de se laisser aller au découragement, ou se laisser porter entre eux de funestes divisions, de venir interroger ces pieux souvenirs ! »

Des salves d'applaudissements ont accueilli ce discours.

### L'ENFANCE ABANDONNÉE ou COUPABLE

Enfin, l'assemblée générale de la Société de protection de l'enfance abandonnée ou coupable a eu lieu, à l'Hôtel des Sociétés savantes, sous la présidence de M. Georges Bonjean, fondateur, assisté de MM. l'amiral Amet, vice-président ; Jules Bonjean, secrétaire ; Roche, trésorier.

Nos lecteurs connaissent le but élevé de cette Société et les résultats magnifiques qu'elle a donnés. C'est ce que M. Georges Bonjean a fait ressortir une fois de plus dans son discours. Quand les applaudissements qui l'avaient accueilli ont cessé, M. Roche a lu le compte rendu financier.

Georges Grison.

## Nouvelles Diverses

### LE CRIME DE CHOISY-LE-ROI

Les obsèques de la jeune Louise Martin ont été célébrées hier à Choisy-le-Roi, au milieu d'une nombreuse assistance.

Le père de la petite victime, accompagné de son frère, était allé à la Morgue pour accompagner le corps qu'un fourgon amenait à une heure à l'église de Choisy.

Les autorités se trouvaient là quand il est arrivé. Après un court service religieux et l'absoute donnée par M. l'abbé Tanguy, la bière, recouverte d'un drap blanc, est déposée sur un corbillard de septième classe. Autour du corbillard, encadré par les sapeurs-pompiers, sont accrochées une dizaine de couronnes blanches en perles données par des petites camarades d'école et des amis de la famille.

Le cortège s'organise pour se rendre au cimetière. M. Martin père conduit le deuil avec son frère et des parents. La pauvre mère, toujours malade, n'assiste pas aux obsèques.

Viennent ensuite M. Brault, maire de Choisy ; Contant, député ; Lévy, conseiller général ; Rendu, conseiller d'arrondissement ; la municipalité de Choisy, les adjoints MM. Tuane et Rougnon ; Roussel, maire de Vitry.

En tête du cortège, qui se met en mouvement à deux heures, au son des clairons, marche la gendarmerie ; se succèdent ensuite dans l'ordre suivant : les brigades de police, avec une superbe couronne offerte par le personnel du commissariat ; les harmonies de Choisy, « l'Espérance », chorale, « la Choisyenne » et « l'Avant-Garde » ; les autorités : M. Lespès, commissaire de police, et son secrétaire ; les membres du bureau de bienfaisance, de la presse ; la caisse des Ecoles, les enfants des Ecoles, les Dames françaises, les Vétérans des armées de terre et de mer, la Société d'escrime de Choisy, le Messager de Paris et l'Aide de la Patrie, la Société de colombophilie.

Les harmonies jouent des marches funèbres. Le foule est énorme et se découvre respectueusement sur le parcours du cortège.

A trois heures moins le quart, on arrive au cimetière, où trois discours sont prononcés par MM. Brault, maire, Contant, député, et Roussel, conseiller municipal.

Les couronnes sont déposées sur la fosse. A trois heures tout est terminé. M. Martin, qui s'est rendu au cimetière, se retire. Ses larmes l'empêchent. Son frère prononce quelques paroles d'adieu à la pauvre petite Louise qu'il adorait.

### LE DOUBLE SUICIDE D'ASNIÈRES

Les obsèques des deux victimes du drame d'Asnières, M. Georges Duhaupas et Jeanne Lenoir, sa sœur, ont eu lieu hier après-midi, à une heure, au milieu d'une assistance considérable.

Dans la lettre adressée à M. Kien, commissaire de police, les deux défunts expriment le désir d'être enterrés civilement et inhumés dans la même tombe, et suppliaient le magistrat d'y faire élever une croix avec cette inscription : « Ici reposent deux martyrs de l'Injustice » : Georges, 1839-1899 ; Jeanne, 1884-1899.

Ce désir n'a pu être accompli, pour le moment du moins. Mais les deux bières ont été déposées l'une près de l'autre dans le cimetière de la commune.

Le costume tailleur seyant et commode, dont la grâce enveloppante a conquis pour longtemps le suffrage de nos élégantes. Parisiennes marquant une évolution dans les tendances de la mode féminine.

Nos plus grandes dames désertent aujourd'hui les couturiers jadis en vogue et réservent leurs commandes aux maisons de tailleurs qui, les premières, ont su pressentir ce mouvement et qui en ont été les protagonistes.

De ce nombre, la maison de tailleurs « London-Fashion », sur la rive gauche, dont le local trop restreint pour son aristocratique clientèle vient d'être agrandi et transformé, les salons du 125, boulevard Saint-Germain, sont le dernier mot du luxe, du confortable et du goût.

M. D... l'employé des postes dont nous avions annoncé la révocation pour fraudes commises dans le service des « périodiques », ayant été informé que des poursuites étaient intentées contre lui, s'est suicidé hier.

L'affaire devant se trouver éteinte par ce suicide, nous jugeons inutile d'insister.

### BÉRANGER ET HIGH-LIFE TAILOR

O mon habit, que je vous remercie !

C'est ainsi que chantait le Lamartine de Paul de Ké, nous avons nommé le doux chansonnier Béranger. On dit que les poètes sont des prophètes : c'est donc cela que le chantre de Lisette avait entoncé High-Life Tailor, le Shakespeare de la coupe, celui qui, pour 60 fr. 50, établit un de ces costumes ruisselants de splendeur et qui font époque dans les annales du vêtement. Le gendarme à son brigadier, nous pouvons dire :

Béranger, vous aviez raison !

### ACCIDENTS

Un cheval, effrayé par le passage d'un automobile, s'est emballé hier, à une heure de l'après-midi, sur le boulevard Poissonnière, à la hauteur de la rue du Sentier. L'animal est allé se jeter sur un candélabre et s'est abattu, entraînant dans sa chute le facier auquel il était attaché. Un voyageur qui se trouvait dans la voiture et le cocher ont été assez grièvement blessés. Après avoir reçu des soins dans une pharmacie, ils ont été reconduits chacun à son domicile.

Il n'y a pas que les chevaux qui prennent le mors aux dents. Les automobiles eux-mêmes s'emballent.

Hier matin, à neuf heures, l'automobile numéro 4992, de la Compagnie générale, était arrêté devant le numéro 85 de la rue de Montcau. Le mécanicien, profitant de cet arrêt, descendit de son siège. Mais, en mettant pied à terre, il fit déclencher le frein. L'automobile dérapa et, descendant la rue à toute vitesse, alla se briser contre le mur de la maison n° 85 boulevard Haussmann, 85.

Il n'y a eu, par bonheur, aucun accident de personnes à déplorer.

Jean de Paris.

Mémoire. — On a trouvé, hier matin, à Saint-Denis, vers huit heures, sur la rive gauche du canal, au kilomètre 10, le cadavre d'un jeune homme dont l'identité n'a pu être établie. On ne sait encore si le cadavre a été transporté à la Morgue.

J. de P.

### AVIS DIVERS

LE SEUL exterminateur des points noirs du nez, c'est l'*Anti-Bolbos* de la *Parf' Euclypt*, 35, rue du 4-Septembre. Evitez contrefaçons.

PLUS D'HÉSITATION ! La mode des *Devants* cassables étant adoptée, tout le monde va se faire habiller chez MM. ROQUEFORT et DESBARS, 25, rue de Valenciennes et 15 bis, Bd de la Chapelle. Comp. 30-100. Prix de coupe, 35-70 ; Complet habit ou redingote, 110.

LANGHAM HOTEL, rue Boccador, av. de l'Alma, Ch.-Élysées. 1<sup>er</sup> ord.

COUTTE, GRAVELLE, RHUMATISMES

Guerison immédiate assurée par

LA LISERONNE DAVYSONN

(Envoi gratis de la brochure)

PHARMACIE NORMALE, 47 et 49, rue Drouot, 45 et 47, rue de Provence, Paris.

CYCLISTES, exigez les SELLES LAMPLUGH

35, rue du 4-Septembre.

Il n'est plus nécessaire d'aller dans le Midi, même quand c'est possible, pour se guérir des rhumes, catarrhes et bronchites, depuis que Lagasse a permis d'obtenir le même résultat à domicile et sans frais, en créant le *Sirof* et la *Pâte de Lagasse*, préparés avec la sève de pin maritime concentrée.

RELEVEZ l'état de votre teint avec le *Duvel* de Ninon, poudre de la *Parfumerie Ninon*, 31, rue du 4-Septembre. Evitez contrefaçons.

Informations

Dans l'armée. — La revue des troupes du secteur Est et du camp retranché de Paris aura lieu demain mardi à Vincennes, et sera précédée d'un exercice à double action, qui commencera à cinq heures et demie du matin.

Le général Florentin présentera les troupes au gouverneur.

Mouvement préfectoral. — Par décret, sont nommés sous-préfets :

De Baume-les-Dames, M. du Caurroy, sous-préfet de Lure.

De Sisteron, M. Christian, sous-préfet de Baume-les-Dames.

De Vigan, M. Vicart, sous-préfet de Bagnères. De Bagnères, M. Chauvac, sous-préfet de Sisteron.

De Lure, M. Bovier-Lapierre, sous-préfet du Vigan.

## MODES FÉMININES

Si le costume tailleur n'obtenait pas une vogue de plus en plus accentuée, la température dont nous jouissons suffirait à rendre son emploi universel.

Pratique et élégant, le costume tailleur est donc obligatoire. Le changement opéré, pour la saison actuelle, n'est pas très important ; il consiste dans la jupe, qui se porte très collante et qui forme demi-train.

Le boléro à pointe aiguë devant et la jaquette courte sont les formes préférées, et on laisse au goût particulier de nos lectrices le choix de la garniture qui s'adapte sur les revers. Beaucoup de jolies, tel est le mot d'ordre de la saison. Dans quelques jours, on va rechercher les nuances tendres, surtout dans les teintes gris ou gris bleuté.

Le costume tailleur sur mesure, édité par Crémieux, 97, rue Richelieu, obtient un succès sans précédent.

Il ne revient, jupe et jaquette doublées honnêtement, en beau cover-coat extra-fin, qu'à 140 francs. Celles de nos lectrices qui préféreraient la doublure soie n'auraient qu'à payer le supplément indiqué sur les tarifs du tailleur parisien, 30 francs de plus pour la jupe et autant pour la jaquette.

Il est inutile d'insister sur l'excellence des costumes tailleur signés Crémieux. L'effort des premiers fabricants français et l'harmonie des lignes est confiée aux premiers coupeurs parisiens.

## TÉLÉGRAMMES ET CORRESPONDANCES

Du 23 Avril

### Les courses de taureaux

ROUBAIX. — Aujourd'hui, à l'inauguration des arènes de Roubaix, six taureaux ont été mis à mort.

BÉZIERS. — La corrida a été mouvementée. Six taureaux ont été estroqués, huit chevaux tués.

Deux picadors ont été grièvement blessés. Le maire présidait, ayant à ses côtés M. Bonvalot.

### Le maire de Tours

TOURS. — M. Pic Paris, ancien maire de Tours, démissionnaire, a été de nouveau élu aujourd'hui.



---

imé sur les nouvelles machines rotatives à six pages  
de MARINONI.

---



Librairie HACHETTE & Co. Réimpression dans le format in-16, à 3 fr. 50 le volume, broché. 79, boul. St-Germain, Paris

## LES ORIGINES DE LA FRANCE CONTEMPORAINE

par M. H. TAINÉ, de l'Académie Française

VINGT-DEUXIÈME ÉDITION

Mise en Vente de la 1<sup>re</sup> Partie : L'ANCIEN RÉGIME, 2 volumes in-16, brochés, 7 fr.

POUR PARAÎTRE SUCCESSIVEMENT :

2<sup>e</sup> Partie : LA REVOLUTION, 6 volumes. — 3<sup>e</sup> Partie : LE RÉGIME MODERNE, 3 volumes

3 fr. 50 Prix de chaque volume in-16, broché, 3 fr. 50

**PRETS** 3 50% SUR MAISONS, NU-PROPRIÉTÉS, SUCCESSIONS, etc. (à l'insu de l'usufruitier). BANQUE FRANÇAISE, 18, B<sup>is</sup> Montmartre, Paris. TÉLÉPHONE

**SACHETS-FLEURS** ORIZA L. LEGRAND

La Parfumerie des Fleurs-Sachets est trop concentrée pour être respirée comme celle des Fleurs naturelles. — La but vivait est de parfumer les Appartements et les objets soumis à leur contact.

Parfumerie L. LEGRAND, 11, Place de la Madeleine, PARIS

**SIROP DE RAIFORT IODÉ** DE GRIMAULT & Co

DEPUIS TRENTA ANNÉES, CE MÉDICAMENT DONNE LES RÉSULTATS LES PLUS REMARQUABLES DANS LES MALADIES DES ENFANTS, POUR REMPLACER L'HUILE DE FOIE DE MORUE ET LE SIROP ANTISCORBUTIQUE.

Il est souverain contre l'engorgement et l'inflammation des glandes du cou, les gourmes, croûtes de lait et les diverses éruptions de la peau, de la tête et du visage. Il excite l'appétit, tonifie les tissus, combat la pleurésie et la morue des chairs; c'est un excellent dépuratif, mieux toléré que l'iodure de potassium.

Le Sirop de Raifort Iodé exigeant des soins de préparation et des soins spéciaux, se décline en deux sortes : sirop antiscorbutique et de teinture d'iodé proposés à sa place.

**LA COTE LIBRE** Grand Journal Financier Quotidien (305 Numéros par An)

Revue complète indépendante et impartiale de toutes les valeurs de Bourse : Placements et Spéculation, tirages, assemblées générales, coupons, etc., etc. Compte rendu complet de la Bourse de Paris et de la Bourse de Londres, les plus bas et les derniers cours de valeurs au comptant et à terme et celles non cotées. Tous les samedis, un tableau d'offres et de demandes de Titres non cotés. Renseignements sérieux puisés aux meilleures sources. Distribué en province par le premier courrier du matin. Dix numéros gratuits sur demande adressée à 29, RUE DE LA CHAUSSE-D'ANTIN. — Abonnement dans tous les Bureaux de Poste.

**5 Francs PAR AN**

**FER LERAS**

Phosphate de fer liquide prescrit avec succès aux jeunes filles anémiques, aux dames délicates, aux enfants faibles et privés d'appétit, fatigués par les études ou la croissance. Toujours bien supporté, il restitue au corps le fer et les phosphates qui lui manquent. Pharmacie VIAL, 1, rue Bourdaloue.

**BONS EXPOSITION 1900**

PAYABLES 2 FR. PAR MOIS PENDANT 11 MOIS

Gros Lot : 100,000 fr.

Droit complet à tous les tirages et prop. du Bon. AVIS. — Le tirage ayant lieu le 25, à 3 heures, il sera répondu à toute demande mise à la poste en province le 24, au soir. Envoyez mandat-poste ou timbres à C. MORIN, 23, Chaussée d'Antin, Paris.

**SÉCURITÉ ABSOLUE**

**NOUVELLES DENTS ARTIFICIELLES** LA PLUS BIENFAISANTE DÉCOUVERTE DU SIÈCLE : 1<sup>re</sup> et SEULES DENTS OFFRANT LA GARANTIE DE NE PAS GÊNER LA PAROLE, NE JAMAIS SE CASSER NI SE DÉTACHER EN MACHANT LES ALIMENTS LES PLUS DURS. RECONSTITUTION DE TOUTE BEAUTÉ, RAPIDE, COMPLÈTEMENT INSENSIBLE. DENTS ET RACINES LES PLUS DIFFORMES ET CARIÉES. 19 ans de Succès.

**LOUVRE DENTAIRE** 75, Rue Rivoli

**CONTREXEVILLE-PAVILLON** DIURÉTIQUE, LAXATIVE, DIGESTIVE. ABSOLUMENT INDIQUEE Régime des GOUTTEUX, GRAVELEUX, ARTHRITIQUES

**CONTREXEVILLE-PAVILLON**

## AUTOUR DE LA BOURSE

C'est encore une semaine, celle-ci, dont on aurait bien mauvaise grâce à se plaindre. Ce n'est pas qu'il y ait à signaler de bien grosses différences de cours. En examinant de près la cote, on s'aperçoit que les prix ne s'éloignent pas trop du niveau atteint précédemment, — sauf, cela va sans dire, pour les valeurs qui, à l'instar des acteurs à grand succès, ont ce qu'on peut appeler « la grosse vedette ». Mais c'était déjà un bien joli niveau, que le niveau précédemment atteint; et d'avoir pu le conserver presque intégralement, en dépit des réalisations que provoque toujours un mouvement suivi de hausse, constitue un résultat fort coquet. Car il y en a eu, des réalisations, et même en assez grand nombre. Mais comme elles ont constamment trouvé des contre-parties largement suffisantes, il s'ensuit que la cote continue à présenter le plus agréable et le plus souriant aspect.

Et pourquoi en serait-il autrement, je vous prie? Qu'est-ce qui peut nous empêcher d'être bien disposés? Ayons-nous, au dehors, le moindre souci politique? Évidemment non. On a bien parlé de Samoa, mais il n'y a pas de quoi nous troubler bien sérieusement. Et après Samoa, un point, et c'est tout pour la politique extérieure. Quant à la politique intérieure, elle ne nous occasionne de préoccupations aucunement, les Chambres absentes, et le robinet aux interpellations bruyantes se trouvant ainsi fermé pour quelque temps encore; et vous avouerez que ce qui s'est passé pendant la session des Conseils généraux n'est pas pour donner à nos sourcils l'ondulation circonflexe qu'y imprime le fer chaud des appréhensions. Nous n'avons donc plus eu à nous occuper que de l'éternelle question de la cherté de l'argent, qui est l'aboutissement de tous les empêcheurs de monter en rond. Mais ces messieurs ont éprouvé une fois de plus la déception. En liquidation de quinzaine, l'argent, contrairement aux prévisions, s'est montré assez débonnaire; si bien que rien n'a surgi qui fut de nature à entamer les bonnes dispositions dont le marché a fait presque constamment preuve depuis le commencement de ce doux et giboueux Avril, durant lequel le printemps revient d'exil, s'il en faut croire la sérénité de Coppée.

Pendant ces derniers jours, il y a eu quelques nouvelles réalisations, surtout sur le Rio-Tinto et l'Extérieure espagnole, chefs de file des valeurs en vedette dont plus haut il fut question. Cela a provoqué un peu de tassement dans les cours, ce dont personne n'a songé à s'étonner, et encore moins à s'alarmer. Car la liquidation mensuelle de Londres commence demain; et cela suffit pour mettre un frein à la fureur haussière des gens qui sont toujours prêts à s'emballer.

Dans le compartiment des fonds d'Etat, les différences sont rares et d'importance médiocre. Pour nos rentes françaises, il s'agit de quelques centimes à peine, quelques pauvres paires de centimes dont le gain n'enrichirait aucun acheteur, dont la perte ne ruinerait aucun vendeur. L'Italien non plus ne s'éloigne guère de ses cours antérieurs, et il en va de même des rentes brésilienne et portugaise. Les valeurs russes remontent un peu, regagnant ainsi le terrain perdu au temps où l'on redoutait des complications du côté de la Chine. A propos de celle-ci, constatons que l'emprunt émis le 19 avril a pleinement réussi, comme tout le faisait prévoir. Sur le groupe turc, pas mal de mouvement; mais en fin de compte, et après d'assez larges oscillations dans les deux sens, les cours restent à peu de chose près ce qu'ils étaient il y a huit jours. Ils conservent ainsi, comme d'habitude, l'immense majorité des fonds d'Etats, l'avance prise dans les premiers jours du mois.

Cette semaine encore, les honneurs de la Bourse ont été pour l'Extérieure espagnole, qui se trouve avoir bien largement regagné le coupon trimestriel détaché au début du mois. En mes chroniques quotidiennes, j'ai eu trop souvent l'occasion de déduire les causes de la hausse pour qu'il soit nécessaire d'y revenir ici.

La fermeté de l'Extérieure a nécessairement gagné toutes les valeurs du groupe espagnol, depuis les Bons cubains

jusqu'aux chemins de fer. Nos chemins de fer, à nous, ont été moins favorisés; et, comme il arrivait d'ailleurs depuis quelque temps déjà, je n'ai à signaler dans ce compartiment de la cote que des variations d'une insignifiante médiocrité.

Sur le marché des valeurs industrielles c'est le Rio-Tinto qui règne sans partage. Il n'y en a que pour lui, et on ne jure que par lui. Le Gaz a bien pris une bonne petite avance, et le Suez a imité le Gaz; les Voitures ont bien perdu une douzaine de points (en attendant mieux); la Sosnovice a bien été l'objet de réalisations, et des ventes assez suivies ont bien un peu rabattu la superbe de la Thomson-Houston, de la Traction et de l'Omnibus; l'Oural-Volga a bien progressé d'une manière suivie, et la fermeté continue à présider aux destinées des Wagons-Lits, de la Transatlantique, des Biscuits Olibet, des Tramways de Tours, de la De Beers et tutti quanti. Mais il n'est d'affaires, d'activité véritable, d'effervescence, de rage, de passion, que pour le Rio-Tinto, Chimène cuprifère pour qui les spéculateurs de Paris, de Londres, de Berlin ont les yeux et le Syndicat américain! La plus vulgaire prudence n'empêche de formuler des prévisions quant à l'avenir d'un mouvement qui sent un peu la fièvre. Je me bernerai à constater que le Rio-Tinto se trouve avoir gagné dans les environs de 150 francs depuis un mois.

Donc, pas à plaindre, les acheteurs de Rio. Mais pas à plaindre non plus les acheteurs des actions de nos grands établissements de crédit. Ici, certes, les plus-values n'atteignent pas les proportions fantastiques de celles dont il vient d'être parlé. Tout de même, la montée est sensible; et aucun de mes lecteurs, j'en suis certain, n'a été surpris de voir la hausse de la Banque de France, de la Banque de Paris, de la Société générale, du Crédit industriel et de quelques autres encore.

L'événement important de la semaine, en ce qui concerne les établissements de crédit, a été l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du Crédit foncier. Elle a eu lieu hier samedi 22 avril, sous la présidence de M. le gouverneur Labeyrie, qui, au nom du Conseil d'administration, a présenté le rapport habituel. Ce rapport, comme toujours, est divisé en trois parties : l'une consacrée aux prêts et aux obligations, la seconde relative au développement des divers chapitres du bilan, la troisième réservée aux profits et pertes et à la répartition des bénéfices de l'exercice. Cette classification étant excellente de tous points, je l'adopte, sans plus de façons, pour mon résumé de cette intéressante séance.

**Chapitre premier : Prêts fonciers hypothécaires.** — Il y a eu 4,806 de ces prêts pendant l'exercice 1898. Ils représentent une somme de 124,700,000 francs en chiffre rond, dont la presque totalité (122,814,472 fr.) est consacrée à des prêts à long terme. Tous comptes faits, on a effectué, en 1898, environ 500 prêts de plus qu'en 1897; mais le total des capitaux employés est inférieur d'un peu plus de 500,000 francs à celui de l'an dernier. Détail insignifiant, puisque la diminution n'est guère que de 0,75 0/0 du total général.

Ceci est plus important. En 1898, les emprunteurs du Crédit foncier ont remboursé 107 millions et demi par anticipation. C'est une heureuse diminution de plus de 10 millions sur 1897. Et, si on rapproche le montant des prêts nouveaux des remboursements anticipés, on trouve que les premiers dépassent les seconds de plus de 17 millions. L'an dernier, cet excédent n'était que de 8 millions; il était un peu inférieur à 3 millions et demi en 1896. La progression, on le voit, est extrêmement sensible.

Voici un document qui intéressera tout le monde, que l'on soit ou non actionnaire de l'établissement. Depuis sa fondation jusqu'au 31 décembre 1898, le Crédit foncier a converti 108,342 prêts fonciers, pour un capital total de 4 milliards 406 millions 368,040 fr. 23. Sur cette somme énorme, il a recouvré 2 milliards 634 millions 343,951 fr. 70, soit, par l'effet de l'amortissement, soit par suite de remboursements. Le solde, au 31 décembre dernier, des capitaux restant dus

sur prêts hypothécaires est donc de 1 milliard 775 millions et une insignifiante fraction. Si on ajoute à ce total les prêts à court terme réalisés avec la garantie du Sous-Comptoir des Entrepreneurs et les prêts en réalisation et à l'état d'actes conditionnels, on arrive à un total de 1 milliard 847 millions, dont 1,700 millions en prêts effectués avec les fonds des obligations foncières, et le reste avec les fonds du capital social et des réserves.

Le total des annuités à recouvrir en 1898 était de 126,406,000 francs. On a recouvré sur ce chiffre 102,661,000 francs, en sorte qu'il restait dû, au 31 décembre, 23,840,000 francs, ou environ 4 millions de moins qu'à la fin de 1897. Disons en passant que, depuis le commencement de la présente année, près de 6 1/2 millions ont été remboursés sur les 23,840,000 francs, dont il vient d'être question.

Voilà pour les prêts fonciers; et voici pour les prêts communaux. En 1898, ils ont été au nombre de 832, pour un capital de plus de 90 1/2 millions; en 1897, on avait employé un peu moins de 63 millions pour 937 prêts. Les remboursements ont atteint 28,650,000 francs contre 25 millions en 1897. Ainsi, les prêts nouveaux dépassent les remboursements de près de 62 millions, alors qu'en 1897 l'excédent n'avait été que de 38 millions, et même un peu moins.

Depuis la loi de 1880 autorisant le Foncier à faire des prêts aux communes, l'établissement a consenti 24,890 prêts communaux, pour un total de 2,734 millions, en chiffre rond. Là-dessus, on a récupéré 1,352 millions par un mécanisme identique à celui que nous avons vu fonctionner pour les prêts fonciers. Le solde des capitaux dus à la fin de l'an dernier sur les prêts communaux se monte donc à tout près de 1,382 millions.

Ensemble, les prêts fonciers et communaux de 1898 se montent à 215,210,000 francs. Il y a eu, d'autre part, pour 136,257,000 francs de remboursements. L'excédent des prêts ressort donc à 78,953,000 francs, ayant laissé un bénéfice total de 14,675,112 fr. 26, dont 11,855,789 fr. 21 pour les prêts fonciers.

**Chapitre deuxième : Le Bilan.** — La partie du compte rendu consacrée à l'actif du bilan donne des détails circonstanciés sur les espèces en caisse ou à la Banque, les effets et valeurs diverses, le dépôt statutaire au Trésor public du quart des fonds des comptes courants, etc., toutes choses dont l'intérêt est surtout un intérêt de comptabilité. Je passerai donc là-dessus, et arrivant tout de suite au chapitre relatif au Domaine immobilier, je constaterai que sa valeur totale s'élève à 17,534,294 fr. 57, prix en diminution de 14,297,776 fr. 35 sur 1897. La Société a dû consacrer une somme de 812,000 francs à l'acquisition et à l'amélioration de 56 immeubles nouveaux; mais comme elle a effectué pour 2,241,000 francs de ventes, la diminution totale ressort au chiffre susdit. On s'est défilé de 85 immeubles, sans compter 114 ventes partielles.

Il vous intéressera peut-être de savoir — ici, nous abordons le Passif du Bilan — que les 341,000 actions du Crédit foncier sont réparties entre 40,121 titulaires, dont 10,718 possèdent une seule action, 23,234 de 2 à 10 actions, 3,596 de 11 à 24 actions, 1,792 de 25 à 50 actions, 530 de 51 à 100 actions, etc. Il n'y en a que deux qui possèdent plus de mille actions. La moyenne est de neuf actions par actionnaire.

La réserve obligatoire au 31 décembre s'élevait à la somme de 19,657,849 fr. 79, à laquelle on a ajouté 2,518 fr. 26, représentant 10 0/0 des bénéfices nets, après prélèvement de l'intérêt de 5 0/0 du capital versé.

Les Provisions pour l'amortissement des emprunts, qui étaient de 112 1/2 millions, ont, en 1898, été accrues de 8 millions 345,224 fr. 75, somme considérable qui porte le total du compte à 120,896,853 francs 12, dont 57 1/2 millions de provisions ordinaires, et 63 1/2 millions de provisions extraordinaires. L'an dernier, quelques actionnaires trouvaient que l'on était trop riche pour les provisions. Tout en affirmant qu'il était indispensable de persévérer dans cette voie — opinion à laquelle, du reste, la majorité s'est sagement ralliée — M. Labeyrie avait promis qu'on continuerait, en 1898, diverses études sur cette importante ques-

tion. Cette promesse a été tenue, et le Rapport dit à ce sujet :

« Ces études se sont précisées en des combinaisons nouvelles qui nous permettraient, tout en conservant intactes les garanties que nous devons à nos obligataires, de tenir compte, pour l'établissement de nos charges annuelles des résultats acquis par les conversions opérées. Nous estimons que les divers intérêts engagés pourraient recevoir satisfaction par la reconstitution des primes dans les nouvelles conditions prévues par ces combinaisons, et nous ferons tous nos efforts pour qu'elles soient réalisées dans un avenir aussi prochain que possible. »

Le chapitre des Réserves et Provisions diverses se solde par un peu plus de 24 millions, en augmentation de plus de 513,000 fr. sur 1897. Ce chapitre se décompose en réserve pour l'amortissement des immeubles du siège social, en réserve spéciale provenant de la Banque hypothécaire, en réserve commune avec le Crédit foncier et agricole d'Algérie, en provisions pour créances douteuses, etc.

Les Obligations et Bons à lots en circulation atteignent un total général de 3,201,313,070 fr. 36, dont 1,847 millions en obligations Foncières, 1,327 millions en Communales, et 27 millions en Bons à lots.

Nous arrivons enfin au

**Chapitre troisième : Compte de profits et pertes.** — Le solde de ce compte, pour 1898, déduction faite des divers prélèvements effectués, s'élève, indépendamment des 80,321 fr. reportés de 1897, à 12,504,645 fr. 53, dont 11,877,916 fr. fournis par les prêts fonciers et communaux, et le reste par le produit net du capital social, des réserves, etc.; le tout se montait à plus de 14,103,000 fr.; mais, vu suite d'un prélèvement de 1,500,000 francs pour les provisions pour l'amortissement des emprunts, le chiffre a été ramené à 12,594,000 fr., supérieur de 54,000 fr. à celui de l'an dernier. Déduction faite des frais généraux, les bénéfices nets ressortent finalement à 8 millions 630,504 fr. 40.

Ce chiffre a été obtenu malgré une diminution de 564,000 francs dans le produit net des prêts hypothécaires, conséquence naturelle du remplacement de prêts anciens, effectués à des taux élevés, par des prêts nouveaux, consentis à des taux plus faibles. Mais on a maintenu la corrélation indispensable entre les charges des emprunts du Crédit foncier et le taux de l'intérêt payé par les emprunteurs, en poursuivant le cours des conversions commencées antérieurement. Chaque fois qu'une de ces opérations se présentait, l'établissement a pu éprouver que la fidélité de ses obligataires résistait à ces réductions d'intérêt; les demandes de remboursement n'ont, en effet, porté que sur moins de 5 0/0 des obligations en circulation.

Nous avons vu ci-dessus que les bénéfices nets ressortaient à 8,630,504 fr. 40. Sur cette somme, il a été payé en janvier 15 fr. à chacune des 341,000 actions, soit 5,115,000 francs. Sur le solde, l'assemblée a décidé, conformément à la proposition du Conseil, de distribuer 10 francs aux actions, en juillet. Il reste donc 105,504 fr. 40, sur lesquels une petite partie a été versée à la réserve obligatoire, et 102,986 fr. 14 reportés à nouveau.

Le rapport du Conseil se termine par un paragraphe qui est une sorte de résumé du document tout entier, et qui, par conséquent, peut et doit être cité *in extenso*.

Dans l'année qui vient de s'écouler, vos prêts hypothécaires et communaux ont suivi une marche satisfaisante; les remboursements anticipés sur prêts hypothécaires ont été, notamment, très inférieurs aux prêts nouveaux. Ces remboursements n'ont donc pas moins une brèche considérable à votre compte de bénéfices, en substituant des prêts ne produisant qu'un intérêt de 4 0/0 à des prêts qui rapportaient un intérêt plus élevé. Les conversions que nous avons pu réaliser ont heureusement atténué les pertes supportées de ce chef. Le succès de ces opérations et l'emprunt commun de 250 millions, mis le 21 février dernier, nous démontrent que notre fidèle clientèle d'obligataires apprécie chaque jour davantage la sécurité de nos titres. La puissance du crédit de votre Société est une première récompense de votre sagesse et des sacrifices que vous avez su vous imposer pour conserver tout entière la confiance de l'épargne. En continuant à ne pas vous écarter de la ligne de conduite que nous n'avons cessé de vous conseiller, vous aiderez au développement normal et continu de vos affaires statutaires, vous consoliderez les ré-

sultats acquis par plusieurs années d'efforts et de prudence, et vous assurerez à notre institution un long avenir de prospérité.

Il me reste à parler d'une Société qui sera constituée prochainement sous les auspices de la Banque spéciale des valeurs industrielles, et dont le fonctionnement donnera une puissante impulsion au commerce et à l'industrie. C'est la Compagnie générale commerciale et industrielle que je veux dire.

Vous connaissez le programme de la Banque spéciale, qui se formule ainsi : « Apporter les capitaux français aux affaires commerciales et industrielles françaises; mais, en même temps, pour n'exposer le public français qu'au moindre risque possible, ne l'intéresser qu'à des entreprises ayant fait leurs preuves, ayant réalisé depuis plusieurs années d'importants bénéfices et devant, à l'aide de capitaux plus abondants, donner un nouveau développement à leurs opérations. »

Mais, la Banque spéciale a été obligée de limiter ses opérations à la transformation en Sociétés anonymes d'entreprises exigeant un capital d'au moins un million et demi, l'expérience ayant démontré qu'au-dessous de ce chiffre, les titres n'ont pas marché suffisamment large pour être facilement négociables. Ceci l'a mise souvent dans l'obligation de refuser des affaires intéressantes en soi, mais dont le développement n'exigeait que quelques centaines de mille francs, chiffre relativement minime.

C'est pour obvier à cet inconvénient qu'elle fonde la Compagnie générale commerciale et industrielle, qui traitera ces opérations pour son compte et de qui le Conseil d'administration comprendra quinze à vingt personnalités notables du monde commercial, dont le concours est dès à présent assuré, et dont la compétence technique et pratique est indiscutable.

Les statuts limitent étroitement les opérations, de telle sorte que la Compagnie ne peut prendre d'intérêt que dans des entreprises ayant fait leurs preuves et réalisées des bénéfices. Encore, et pour assurer la division des risques, le montant de sa participation est-il statutairement limité pour chaque affaire à un million; au delà de ce chiffre, la Compagnie s'ajointra des participants. Lorsqu'elle aura employé son capital initial de 10 millions, elle créera des obligations privilégiées dont le montant ne devra jamais être supérieur au triple du capital social. Ces obligations jouiront de garanties toutes spéciales. Aux termes des statuts, elles peuvent être gagées non seulement par une hypothèque sur les immeubles, les usines ou le matériel des entreprises acquises par la Compagnie, mais encore par un privilège sur les marchandises, et sur les parts d'intérêt ou de commandite et sur la valeur des fonds de commerce appartenant à la Société.

La complète sécurité assurée aux obligations, par cette combinaison toute nouvelle, permettra à la Compagnie de trouver à des conditions avantageuses les capitaux qui alimenteront ses opérations.

La Compagnie devra réaliser des bénéfices très importants. Ne s'intéressant qu'à des entreprises reconnues prospères, elle disposera, pour rémunérer ses actions, du revenu des affaires acquises avec son propre capital, et de la différence entre la charge, relativement minime, des obligations et le produit, bien supérieur, qu'elle tirera des fonds que lui auront procurés ses émissions.

Les obligations industrielles entourées, comme celles de la nouvelle Compagnie, des garanties et des privilèges que nous venons d'énumérer, seront, dans l'ordre industriel et commercial, ce que sont, pour le domaine immobilier — et comme on l'a fait très justement remarquer — les obligations du Crédit foncier gagées, par privilège spécial, sur un ensemble de prêts immobiliers. La création de ces obligations industrielles, auxquelles leur sécurité doit attirer la confiance et la faveur du public, aura certainement sur le développement de nos affaires commerciales et industrielles la même influence heureuse qu'ont eu sur les entreprises immobilières les énormes capitaux mis à la disposition du Crédit foncier par ses émissions d'obligations.

Le Boursier.

## MINES D'OR

L'espace dont nous disposons ici deux fois par mois, ne nous permet pas d'aborder le genre d'articles qu'on appelle une « Revue du marché. » Nous ne pourrions présenter qu'une nomenclature forcément abrégée et ayant d'autant moins sa raison d'être que, comme nos lecteurs le savent, nous publions chaque semaine un journal spécial, la Revue Sud-Africaine, dont la rubrique la plus importante est précisément consacrée à l'étude des fluctuations des cours pendant la semaine. Dans cette partie du journal, nous nous attachons à condenser autour du nom de chaque valeur, les nouvelles pouvant avoir une influence sur la cote. De même en ce qui concerne le marché en général, nous cherchons à étudier les différentes causes qui sont susceptibles de modifier son allure dans un sens ou dans l'autre.

Voici, par exemple, les réflexions qui précèdent la revue des valeurs dans notre numéro d'hier :

« La semaine a débuté comme les précédentes, sans grandes affaires; puis la tendance s'est améliorée et dans les séances de mercredi et surtout de jeudi, le marché avait repris une animation très satisfaisante. Mais vendredi les transactions se restreignaient de nouveau et la semaine clôture dans le calme. »

« Cette allure du marché n'a rien qui doive surprendre, et, comme nous l'expliquons il y a huit jours, elle est la conséquence des circonstances que nous traversons. D'abord la liquidation de Londres aura lieu lundi; elle précède de peu de jours celle de Paris et tous les mois à pareille époque on constate une crainte des reports qui porteraient acheteurs à s'aligner. »

« D'un autre côté, la spéculation trouve en ce moment plusieurs éléments de grande activité en dehors des mines sud-africaines et elle se porte tout naturellement vers les marchés où elle croit trouver les chances de bénéfices les plus rapides. A tort ou à raison, elle pense que le compartiment sud-africain ne peut donner lieu à une nouvelle campagne que lorsque les pourparlers entre les chefs de l'industrie et le gouvernement du Transvaal auront abouti à un commencement d'exécution. La première étape dans cette voie sera le règlement de la question des bewaarplassen (1), et on sait qu'il a été reculé au 20 avril, à la demande, paraît-il, de M. J.-B. Robinson. Mais, après les déclarations du président Kruger, on ne peut pas douter qu'un droit de préférence sera accordé aux Compagnies qui détiennent la surface des bewaarplassen et le seul point à déterminer est le prix auquel ces claims leur seront cédés. Ce prix variera, naturellement, suivant l'emplacement des claims et il sera certainement très inférieur à la valeur qu'il est pour les Compagnies intéressées. »

« En attendant, nous pouvons constater que la connaissance des valeurs sud-africaines en France gagne chaque jour du terrain. Les préjugés que nos rentiers entretenaient contre ce genre de titres vont en se dissipant; la hausse continue de certaines valeurs d'placement indique une absorption lente par les portefeuilles français, et nous pouvons ajouter, par les portefeuilles anglais. Car, peu à peu, les meilleures Compagnies du Rand se classent en France, et dans quelques années Paris sera le véritable marché des mines transvaaliennes donnant des dividendes. Cette œuvre du capital, combinée avec celle des résultats de l'industrie, a pour effet de donner une grande solidité au marché, et lorsqu'un dénouement satisfaisant des questions actuellement pendantes poussera de nouveau la spéculation du côté des valeurs du Wjwatersrand, nous assisterons encore à des déplacements considérables de cours, comme le fait s'est déjà produit en janvier et en février. Par conséquent, les personnes ayant des fonds disponibles qu'elles se proposent de placer dans les mines sud-africaines ne doivent pas se précipiter de la tendance du marché et, dès l'instant qu'elles sont satisfaites de la valeur intrinsèque d'une action, elles doivent savoir se décider à l'acheter, précisément quand le marché est calme, au lieu d'attendre un enlèvement des cours. »

« Afin que nos lecteurs puissent se rendre compte du genre de notre publication et de l'esprit dans lequel elle est rédigée, nous nous ferons un plaisir de l'envoyer gratuitement pendant un mois à tous ceux d'entre eux qui voudront bien nous en faire la demande, à notre adresse, 18, rue du 4-Septembre. »

« De plus, nous nous mettons à la disposition des personnes qui nous lisent pour leur fournir gratuitement, soit de vive voix, soit par lettre, tous les renseignements qui ne se trouveraient pas dans la Revue Sud-Africaine et tous les conseils dont elles pourraient avoir besoin pour guider leur choix parmi ces valeurs de mines d'or du Transvaal, dont l'étude et la négociation sont notre spécialité depuis douze ans. »

Henry Dupont.

(1) On appelle ainsi des terrains au sud de l'afrique, concédés à l'origine à quelques Compagnies pour y déposer leurs résidus de minerai et qui, depuis, ont été reconnus comme ayant une grande valeur, soit de vive voix, soit par lettre, tous les renseignements qui ne se trouveraient pas dans la Revue Sud-Africaine et tous les conseils dont elles pourraient avoir besoin pour guider leur choix parmi ces valeurs de mines d'or du Transvaal, dont l'étude et la négociation sont notre spécialité depuis douze ans.